



13 A00 1915

# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

# Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 7 AOUT 1915

QUEBEC, SATURDAY, 7th AUGUST, 1915

Proclamations

Proclamations

ARTHUR.

[L. S.]

CANADA.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT:

PROCLAMATION.

W. STUART EDWARDS, **A**TTENDU qu'en vertu des dispositions de la *Loi de tempérance du Canada*, l'avis suivant a été adressé au Secrétaire d'Etat du Canada, accompagné de la pétition ci-jointe:—

"A l'honorable Secrétaire d'Etat du Canada,—

"**MONSIEUR**,—Nous, soussignés, électeurs du comté de Brome, vous prions de prendre connaissance que nous désirons présenter la pétition ci-dessous à Son Excellence le Gouverneur général:—

"A Son Excellence le Gouverneur général du Canada en conseil:—

"La pétition des électeurs du comté de Brome, ayant qualité et capacité pour voter à l'élection

ARTHUR.

[L. S.]

CANADA.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come, or whom the same may in anywise concern,—GREETING:

A PROCLAMATION.

W. STUART EDWARDS, **W**HEREAS in pursuance of the provisions of the *Canada Temperance Act*, the following notice has been addressed to the Secretary of State of Canada, embodying the petition therein set forth:

"To the Honourable the Secretary of State of Canada:

"Sir,—We, the undersigned electors of the County of Brome, request you to take notice that we propose presenting the following petition to His Excellency the Governor General, namely:

"To His Excellency the Governor General of Canada in Council:—

"The petition of the electors of the County of Brome, qualified and competent to vote at the

d'un membre de la Chambre des Communes, dans le dit comté,—Exposé respectueusement,—

“Que vos pétitionnaires désirent que la deuxième partie de la *Loi de tempérance du Canada*, soit mise en vigueur dans le dit comté, et que nous désirons que les votes de tous les électeurs du dit comté soient enregistrés pour et contre l'adoption de la dite pétition,—

“En conséquence vos pétitionnaires prient humblement qu'il plaise à Votre Excellence par un arrêté en conseil en vertu du cent-neuvième article de la dite loi, de déclarer que la deuxième partie de la dite loi soit mise en vigueur dans le dit comté.

“Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier, etc.”

ET ATTENDU qu'il appert à la satisfaction du Gouverneur général en conseil que cet avis est revêtu des signatures authentiques d'un quart ou plus de tous les électeurs du dit comté de Brome, dans la province de Québec; qu'il est constaté que les signatures apposées à l'avis sont des signatures authentiques au nombre de mil cinq cent, et que les autres exigences de la loi ont été observées;

ET ATTENDU qu'un arrêté du Gouverneur général en conseil a été passé, ordonnant que les votes de tous les électeurs du dit comté de Brome soient enregistrés pour et contre l'adoption de la dite pétition,—

SACHEZ, maintenant, que, par les présentes et en vertu de l'autorité qui Nous est conférée par la dite loi et le dit arrêté en conseil susdits, Nous proclamons et déclarons que jeudi, le seizième jour de septembre prochain, 1915, un poll sera tenu dans le dit comté de Brome pour y recevoir les votes des électeurs pour et contre la dite pétition. Que ces votes seront enregistrés au scrutin secret depuis neuf heures du matin jusqu'à cinq heures de l'après-midi de ce jour-là.

Que Joseph Lefebvre, sous-régistrateur du dit comté de Brome, dans la province de Québec, a été nommé officier-rapporteur dans le but de recevoir ce jour-là les votes des électeurs pour et contre la pétition, de compter ensuite les votes, et de faire rapport du résultat au Gouverneur général en conseil. Que le dit officier-rapporteur est autorisé et requis de nommer un sous-officier-rapporteur à et pour chaque bureau de votation. Que l'officier-rapporteur nommera les différentes personnes qui devront se tenir aux différents bureaux de votation, et qui devront faire le décompte final des votes, au nom des personnes autorisées à favoriser ou à s'opposer respectivement à l'adoption de la pétition, au palais de justice, à Knowlton dans le dit comté, lundi, le treizième jour de septembre prochain 1915, à dix heures de l'avant-midi.

Que les votes des électeurs seront comptés, et le résultat de la votation annoncé par l'officier-rapporteur au dit palais de justice, à Knowlton susdit, mercredi, le vingt-deuxième jour de septembre prochain, 1915, à dix heures du matin.

Et, dans le cas d'adoption de la pétition par les électeurs, le Gouverneur général en conseil pourra en tout temps après l'expiration d'une période de soixante jours, depuis la date de l'adoption de la dite pétition, par un arrêté en conseil publié dans la *Gazette du Canada*, déclarer que la deuxième partie de la dite loi sera en vigueur et deviendra exécutoire dans le dit comté, à dater du jour ou les licences annuelles ou semestrielles pour la vente des liqueurs spiritueuses maintenant en vigueur dans le dit comté expireront pourvu que ce jour ne soit pas plus rapproché que le quatre-vingt-dixième jour de la date du dit arrêté en conseil, et que

election of a member of the House of Commons, in the said County,—

“Respectfully shows that your petitioners are desirous that Part II of The Canada Temperance Act, should be in force and take effect in the said County;

“And that we desire that the votes of all the electors of the said County be taken for and against the adoption of the said petition,—

“Wherefore your petitioners humbly pray that Your Excellency will be pleased, by an Order in Council, under the one hundred and ninth section of the said Act, to declare that Part II of the said Act shall be in force and take effect in the said County.

“And your petitioners will ever pray, etc.”

AND WHEREAS it appears by evidence to the satisfaction of the Governor General in Council that such notice has appended to it the genuine signatures of one-fourth or more of all the electors of the said County of Brome, in the Province of Quebec, the number of the signatures to the notice proved to be genuine being one thousand five hundred, and that the other requirements of the law have been observed;

AND WHEREAS an order of the Governor General in Council has been passed directing that the votes of all the electors of the said County of Brome be taken for and against the adoption of the said petition,—

NOW KNOW YE, that We do hereby, and by virtue of the authority vested in Us by the said Act and Order in Council, proclaim and declare that on Thursday, the sixteenth day of September next, 1915, a poll will be held in the said County of Brome for taking the votes of the electors for and against the said petition. That such votes will be taken between the hours of nine o'clock in the forenoon and five o'clock in the afternoon of that day and by ballot.

That Joseph Lefebvre, Deputy Registrar of the said County of Brome, in the Province of Quebec, has been appointed the returning officer for the purpose of taking on that day the votes of the electors for and against the petition and of afterwards summing up the same and making a return of the result to the Governor General in Council. That the said returning officer is empowered and required to appoint a deputy returning officer at and for each polling place or station. That the returning officer will appoint persons to attend at the various polling stations and at the final summing up of votes on behalf of the persons interested in and promoting or opposing respectively, the adoption of the petition, at the Court House at Knowlton, in the said County, on Monday, the thirteenth day of September next, 1915, at ten of the clock in the forenoon.

That the votes of the electors will be summed up and the result of the polling declared by the returning officer at the said Court House, at Knowlton aforesaid, on Wednesday, the twenty-second day of September next, 1915, at ten of the clock in the forenoon.

And in the event of the petition being adopted by the electors, the Governor General in Council may, at any time after the expiration of sixty days from the day on which the same was adopted by Order in Council published in the *Canada Gazette*, declare the Part II of the said Act shall be in force and take effect in such County upon, from and after the day on which the annual or semi annual licenses for the sale of spirituous liquors then in force in such County will expire, provided such day be not less than ninety days from the day of the date of such Order in Council, and if it be less, then on the like day in the then

s'il y a moins de quatre-vingt-dix jours entre les deux dates, qu'elle devienne en vigueur le jour correspondant de l'année suivante, et s'il n'y a pas de licences en vigueur dans le dit comté, alors cette deuxième partie de la dite loi sera en vigueur et deviendra exécutoire dans le dit comté à compter de l'expiration de trente jours de la date du dit arrêté en conseil.

De ce qui précède Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner, sont par les présentes requis de prendre connaissance et d'agir en conséquence.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TEMOIN, Notre Très cher et Bien-aimé Oncle et Très Fidèle Conseiller le Feld-maréchal Son Altesse Royale le Prince ARTHUR WILLIAM PATRICK ALBERT, Duc de Connaught et Strathearn, comte de Sussex (dans la pairie du Royaume-Uni); Prince du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Duc de Saxe, Prince de Saxe-Cobourg et Gotha; Chevalier de Notre Ordre Très noble de la Jarretière; Chevalier de Notre Ordre Très ancien et Très noble du Chardon; Chevalier de Notre Ordre Très illustre de Saint-Patrice; l'un de Notre Très honorable Conseil privé; Grand Maître de Notre Ordre Très honorable du Bain; Chevalier Grand Commandeur de Notre Ordre Très exalté de l'Etoile de l'Inde; Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges; Chevalier Grand Commandeur de Notre Ordre Très éminent de l'Empire Indien; Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Royal de Victoria; Notre Aide-de-camp personnel; Gouverneur général et commandant en chef de Notre Puissance du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre CITE d'OTTAWA, ce VINGT-NEUVIEME jour de JANVIER, en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent quinze, et de Notre Règne la cinquième.

Par ordre,

THOMAS MULVEY,

Sous-Secrétaire d'Etat.

4579—32-3

Canada,  
Province de  
Québec.

L. S.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le cinq juillet mil neuf cent quinze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au seize août prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec, le cinq juillet prochain; vous convoquons par les présentes pour le SEIZE AOUT prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur

following year; and if there are no licenses in force in the said County, then that Part II of the said Act shall be in force and take effect in the said County from and after the expiration of thirty days from the date of such Order in Council.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNESS, Our Most Dear and Entirely Beloved Uncle and Most Faithful Counsellor, Field Marshal His Royal Highness PRINCE ARTHUR WILLIAM PATRICK ALBERT, Duke of Connaught and of Strathearn, Earl of Sussex (in the Peerage of the United Kingdom); Prince of the United Kingdom of Great Britain and Ireland; Duke of Saxony; Prince of Saxe-Coburg and Gotha; Knight of Our Most Noble Order of the Garter; Knight of Our Most Ancient and Most Noble Order of the Thistle; Knight of Our Most Illustrious Order of Saint Patrick; One of Our Most Honourable Privy Council; Great Master of Our Most Honourable Order of the Bath; Knight Grand Commander of Our Most Exalted Order of the Star of India; Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George; Knight Grand Commander of Our Most Eminent Order of the Indian Empire; Knight Grand Cross of Our Royal Victorian Order; Our Personal Aide-de-Camp; Governor General and Commander in Chief of Our Dominion of Canada.

At Our Government House, in Our City of OTTAWA, this TWENTY NINTH day of JANUARY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifteen, and in the fifth year of Our Reign.

By command,

THOMAS MULVEY,

Under-Secretary of State.

4580—32-5

Canada,  
Province of  
Québec.

L. S.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Québec stands prorogued to the fifth of July, one thousand nine hundred and fifteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the sixteenth of August next.

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Québec, on the fifth July next; and hereby convene you for the SIXTEENTH of AUGUST next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Québec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent

icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce vingt-huitième jour de juin, l'an de grâce mil neuf cent quinze, et de Notre règne le sixième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
Québec.

4441

L.-P. GEOFFRION.

### Avis du Gouvernement

#### North Eastern Novelty Company, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28 juillet 1915, constituant en corporation MM. Abraham Halmer Vineberg, avocat, Aaron Millman, agent d'immeubles, Paul Emile Bourret, agent financier, William Lutsgarten, agent d'immeubles, Sarah Chaskelson, sténographe, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Importer, exporter, acheter, vendre, échanger, emmagasiner, céder et prendre à bail, réparer la O. K. Gum Vending Machine et ses accessoires, et généralement manufacturer, trafiquer et disposer d'aucun autre instrument, d'aucune autre nouveauté, etc., se rapportant directement ou indirectement au commerce de la compagnie;

Acquérir par achat, concession, transport, échange ou par aucun autre titre légal, construire, ériger, entretenir, louer, gérer et exploiter aucun fonds de commerce, matériel, marchandises, appareils, édifices, magasins, entrepôts, et toutes autres installations nécessaires au commerce général de la dite compagnie, vendre, échanger, louer ou disposer d'aucun bien meuble ou immeuble, réel ou personnel par aucun autre procédé légal; émettre des bons, des obligations et débentures de la dite compagnie;

Obtenir des brevets d'invention, des permis et concessions conférant un droit exclusif ou non-exclusif à l'usage de ces brevets d'invention, permis ou concessions ou aucun autre secret ou renseignement relatifs à aucune invention qui pourront servir aux fins de la compagnie, acquérir, louer ou vendre, octroyer des licences y relatives, par tout moyen légal, ou les céder à bail;

Souscrire, acheter ou acquérir des actions, bons, obligations ou débentures ou toutes autres valeurs dans aucune autre compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable, et payer telles actions et obligations avec les parts, bons, obligations et débentures de la présente compagnie;

Se fusionner ou s'unir avec aucune autre compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable, les acheter et payer tel commerce en actions, obligations ou débentures de la présente compagnie;

S'entremettre comme agents généraux ou spéciaux pour aucune personne, société ou corporation qui fabriquent et vendent en gros et en détail les effets nécessaires au commerce de la dite compagnie;

Acquérir et assumer, à titre de commerce en opération, le négoce des O. K. Gum Vending Ma-

and the great Seal of Our Province of Quebec to the hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec this twenty eight day of June, the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifteen, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

L.-P. GEOFFRION,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Quebec.

4442

### Government Notices

#### North Eastern Novelty Company, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eight of July, 1915, incorporating Messrs. Abraham Halmer Vineberg, advocate, Aaron Millman, real estate agent, Paul Emile Bourret, financial agent, William Lutsgarten, real estate agent, Sarah Chaskelson, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes:

To import, export, purchase, sell, exchange, store, lease, rent, repair O. K. Gum Vending Machine and its accessories and generally manufacture, deal in and deal with other instruments, novelties, etc., relating directly or indirectly to the company's business;

To acquire by purchase, concession, transfer, exchange or in any other legal manner; to construct, erect, maintain, lease, operate and exploit any stock-in-trade, materials, merchandise, apparatus, buildings, factories, stores and warehouses, and all other structures necessary for the generally business of the said company, and to sell, exchange, lease or dispose of any property, moveable or immovable, real or personal in any other legal manner; to issue, bonds, obligations and debentures of the said company;

To obtain patents, licenses and concessions conferring any exclusive or none exclusive right to carry out such patents, licenses, or concessions or any secret or other information as to any invention which may be used for the company's purposes, and to acquire, lease or sell, to grant licenses in respect of in any legal manner, or to lease the same;

To subscribe for, purchase or acquire shares, bonds, obligations or debentures or any other securities in any other companies or corporations carrying on a similar business and to pay for such shares, bonds, in the shares, bonds, obligations and debentures of this company;

To amalgamate or unite with any other company or corporation carrying on a similar business, or to purchase the same and to pay for such business in the shares, bonds or debentures of this company;

To act as general or special agents for any persons, partnership or corporation, manufacturing or selling at wholesale or retail, the objects necessary to the business of the said company;

To acquire and take over as a going concern the business of selling the O. K. Gum Vending

chines de la North Eastern Novelty Co., en la cité de Montréal, ainsi que toutes et chacune des dettes et obligations de cette compagnie, contractées en rapport avec icelui, et payer les propriétaires de la dite North Eastern Novelty Co., pour l'acquisition de ce commerce, avec des parts de capital-action de la présente corporation à être constituée, sous le nom de "The North Eastern Novelty Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux-cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de juillet, 1915.

C. J. SIMARD,

4587—32-2 . Sous-secrétaire de la province.

#### North End Coal Company, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois juillet 1915, constituant en corporation MM. Lucien Richard Beaudry et Adrien Beaudry, avocats et conseils en loi du Roi, Ephrem Filion, avocat, Maurice Turbide, étudiant en droit, de Montréal, et Blanche McDougall, sténographe, de la ville de Verdun, dans les buts suivants:

Faire le commerce des bois, charbons, foins, grains, et de tous autres produits et marchandises;

Acquérir par achat ou autrement des immeubles terres, lots de terre, bâtisses, moulins, machines, outils, patentes, brevets d'invention ou droits sur des brevets d'invention, et toutes autres choses mobilières ou immobilières pouvant être nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie, et les payer en argent, actions de cette compagnie, acquittées en tout ou en partie, débetures ou autres valeurs, et les vendre, louer ou autrement en disposer de quelque façon que ce soit;

Acheter la clientèle, les droits, propriétés et actifs de toute sorte, assumer les obligations et continuer les affaires de toutes personnes, sociétés ou corporations faisant un commerce semblable à celui de cette compagnie, et les payer en argent, actions de cette compagnie, acquittées en tout ou en partie, débetures ou autres valeurs, et les vendre, louer ou autrement en disposer de quelque façon que ce soit;

Construire, entretenir, améliorer ou reconstruire des bâtisses, moulins, machines et autres choses nécessaires ou utiles aux fins pour lesquelles cette compagnie est constituée;

Acquérir, souscrire et posséder, vendre, transporter, disposer d'actions du capital social, de débetures ou autres valeurs émises par d'autres corporations, sociétés ou personnes, et exercer tous les droits et privilèges de propriétés s'y rattachant, y compris le droit de voter en vertu de telles actions et les payer en argent, actions ou bons de la présente compagnie ou autrement;

Vendre ou autrement disposer des droits, affaires ou entreprises et propriétés de cette compagnie en tout ou en partie, de quelque façon que ce soit;

Faire toutes les choses nécessaires, convenables ou utiles à l'accomplissement des objets ci-dessus énumérés ou qui pourraient paraître profitables à la compagnie à quelque époque que ce soit, et en général exercer toute industrie et tout commerce que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec les objets ci-dessus ou pouvant augmenter la valeur ou rendre profitable les biens ou droits de la compagnie;

Rémunérer en parts acquittées de cette compagnie, débetures ou autrement, toutes person-

Machines of the North Eastern Novelty Co., at the city of Montreal, and all or any of the assets or liabilities of such firm in connection therewith and to pay the owner and owners of such the North-Eastern Novelty Co., for the acquiring of such business, capital stock of the present company, to be form, under "The North Eastern Novelty Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of July, 1915.

C. J. SIMARD,

4588—32-2 Deputy Provincial Secretary.

#### North End Coal Company, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-third day of July, 1915, incorporating Messrs. Lucien Richard Beaudry and Adrien Beaudry, advocates and King's Counsels, Ephrem Filion, advocate, Maurice Turbide, student at law, of Montreal, and Blanche McDougall, stenographer, of the town of Verdun, for the following purposes:

To deal in wood, coal, hay, grain and any other products and merchandise;

To acquire by purchase or otherwise real estate, lands, lots of land, buildings, mills, machinery, equipment, patents, brevets d'invention or rights therein, and any other moveable or immoveable effects, which may be deemed necessary or suitable for the company's purposes, and to pay for the same in cash, wholly or partly paid up shares of this company, debentures or other securities, and to sell, lease or otherwise dispose of same in any way whatever;

To purchase the goodwill, rights, property and assets of every kind, and to take over the liabilities and continue carrying on the business of any persons, firms or corporations carrying on a business similar to that of this company, and to pay for the same in cash, wholly or partly paid up shares of this company, debentures or other securities, and to sell, lease or otherwise dispose of same in any way whatever;

To construct, maintain, improve, or rebuild buildings, mills machinery and other things necessary or suitable for the purposes for which this company is incorporated;

To acquire, subscribe for and hold, sell, transfer dispose of shares of the capital stock, debentures or other securities issued by other corporations, firms or persons, and to exercise all the rights and privileges of ownership attached thereto, including the right to vote thereon and to pay for the same in cash, shares or bonds of the present company or otherwise;

To sell or otherwise dispose of the rights, business or undertakings and property of this company, in whole or in part, in any way whatever;

To do all such things as may be deemed necessary, convenient or suitable for the attainment of the hereinabove mentioned objects or which may appear to be profitable to this company at any time whatever, and generally to carry on any trade or business which may appear to this company capable of being conveniently carried on in connection with the above objects or calculated to enhance the value of or render profitable the company's property or rights;

To remunerate with paid up shares of this company, debentures or otherwise, any persons or

nes ou compagnies pour services rendus ou à être rendus dans le placement des actions du capital social de cette compagnie ou pour autre services rendus relativement à sa formation et à la conduite de ses opérations, sous le nom de "North End Coal Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cent (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,

4427—31-2 Sous-secrétaire de la province.

companies for services rendered or to be rendered in placing to shares of the capital stock of this company or for other services rendered in or about the formation of this company and the conduct of its business, under the name of "North End Coal Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of July, 1915.

C. J. SIMARD,

4428—31-2 Deputy Provincial Secretary.

#### The Quebec Home Builders, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-un juillet, 1915, constituant en corporation MM. Michael Lawrence Dohan, banquier, de Lévis, George Fuller Peters, entrepreneur, de Montréal, Joseph Cyprien Achille Bédard, agent d'immeuble, Joseph Albini Faucher, notaire, et Joseph Cyprien Lacroix, commis, de la cité de Québec, pour les fins suivantes:

Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir des terres et intérêts en icelles, en même temps qu'aucune bâtisse ou construction qui pourrait se trouver sur les dites terres ou sur aucune d'elles, vendre, céder à bail, échanger ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens-fonds, de toutes ou de chacune des bâtisses et constructions qui y sont érigées ou qui pourront s'y trouver à l'avenir et prendre telle garantie qu'on jugera nécessaire;

Construire des bâtisses et faire le commerce des matériaux de construction;

Prendre et détenir des hypothèques sur aucune terre, bâtisses et constructions vendues en garantie d'aucune balance non payée du prix d'achat, vendre et autrement disposer de ces hypothèques;

Aider et assister, par avance de deniers ou autrement, avec ou sans garantie, ceux qui construisent ou qui ont l'intention de construire sur les terrains appartenant à la compagnie, ou dans le voisinage d'iceux, et généralement travailler au développement des dits terrains;

Améliorer, changer et gérer les dits terrains et bâtisses;

Garantir et autrement aider à l'exécution des contrats ou des hypothèques par les personnes, sociétés ou corporations avec lesquelles la compagnie pourra être en relations d'affaires, assumer et prendre charge de tels contrats et hypothèques en souffrance;

Conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la co-opération, le risque conjoint, la concession réciproque ou autrement avec aucune personne ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer ou qui peut être conduit de manière à lui bénéficier directement ou indirectement;

Généralement exercer aucun commerce conduisant à l'accomplissement parfait des fins pour lesquelles la présente compagnie est incorporée, sous le nom de "The Quebec Home Builders, Limited", avec un capital action de quatre vingt dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

#### The Quebec Home Builders, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of July, 1915, incorporating Mrsses. Michael Lawrence Dohan, banker, of Lévis, George Fuller Peters, contractor, of Montreal, Joseph Cyprien Achille Bedard, real estate agent, Joseph Albini Faucher, notary, and Joseph Cyprien Lacroix, clerk, of the city of Quebec, for the following purposes:

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interests therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands, and all or any of the buildings or structures that are now or may be hereafter erected thereon and to take such security therefor as may be deemed necessary;

To erect buildings and deal in buildings material;

To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold, and to sell, or otherwise dispose of said mortgages;

To aid and assist by advances of money, or otherwise, with or without security builders and intending builders upon any lands belonging to the company, or in the neighbourhood of such lands, and generally to promote the improvement of the said land;

To improve, alter and manage the said lands and buildings;

To guarantee and otherwise assist in the performance of contracts or mortgages of persons, firms or corporations with whom the company may have dealings, and to assume and take over such mortgages or contracts in default;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on, or intending to carry on any business which this company is authorized to carry on, or is capable of being conducted, so as to directly or indirectly benefit the company;

And generally to carry on any business incidental to the proper fulfilment of the objects for which the company is incorporated, under the name of "The Quebec Home Builders, Limited", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Daté du bureau du secrétaire de la province,  
ce vingt-un juillet 1915.

C. J. SIMARD,  
4425—31-2 Assistant secrétaire de la province.

**Alberta Crude Oil, Limited.**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23 juillet 1915, constituant en corporation MM. Edmond Proulx, agent; Laurent Yvon Frégeau, commis; Michael Schneider, Louis Caron et Michael Shaughnessey, agents, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Chercher, ouvrir, explorer, développer, améliorer, maintenir et gérer, creuser des mines pour toutes sortes de minéral et substances minérales, pétrole, huiles minérales ou gaz et en faire le commerce; ériger ou acquérir par aucun titre et exploiter des fonderies, raffineries ou autres manufactures pour affiner, manufacturer et utiliser les produits susdits; exercer l'industrie de commerçants généraux en rapport avec aucune des affaires ci-haut décrites, et en général faire toutes sortes d'affaires qui peuvent être utiles ou accessoires à l'exercice d'aucune des industries ou opérations ci-haut décrites;

Acquérir par achat, bail, concession, licence, échange ou autre titre légal des mines, terrains miniers, droits, propriétés minières, propriétés mobilières et immobilières, options, pouvoirs, privilèges, et les louer, les grever, les mettre sous permis, les hypothéquer et les vendre, en disposer ou en faire le commerce autrement en tout ou en partie, ou tout intérêt s'y rattachant, et les payer en argent ou en actions, ou obligations de la compagnie ou les deux;

Accepter, acquérir et détenir comme considération pour minéral, métaux, gaz, pétroles ou minéraux vendus ou aliénés autrement, ou pour marchandises fournies ou travaux faits par contrat ou autrement, des actions, débetures, obligations ou autres valeurs de ou dans toutes autres compagnies ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie maintenant incorporée, et les vendre ou en disposer autrement;

Construire, changer, exploiter, exécuter ou contrôler, et acheter, louer ou acquérir autrement, et vendre, arrenter, ou en disposer autrement tous travaux, conduites principales, tuyaux, lignes, machines ou usines de toutes sortes et description, équiper, entretenir et exploiter au moyen de l'électricité ou le gaz ou autre pouvoir hydraulique ou mécanique, tous travaux appartenant à la compagnie ou dans lesquels elle peut avoir des intérêts et contribuer, au moyen de subsides, aider autrement ou prendre part à leur construction, amélioration, entretien, exploitation, régie, exécution ou contrôle;

Acheter ou acquérir autrement et entreprendre toutes ou aucune partie des biens, affaires, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et engagement de toutes personnes ou compagnies exerçant aucune partie de l'industrie que cette compagnie maintenant incorporée est autorisée à exercer, ou possédant des biens propres aux fins de son industrie, et les payer en argent ou en action ou obligations de la compagnie ou les deux;

De temps en temps demander, acheter ou acquérir par cession, transport ou autrement et exercer, exécuter et avoir la jouissance de tout statut, ordonnance, ordre, licence, pouvoirs, autorité, franchise, concession, droit ou privilège que tout gouvernement ou autorité suprême municipaux ou locaux, ou toute corporation ou autres pouvoirs publics peuvent être autorisés à

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of July, 1915.

C. J. SIMARD,  
4426—31-2 Deputy Provincial Secretary.

**Alberta Crude Oil, Limited.**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of July, 1915, incorporating Messrs. Edmond Proulx, agent; Laurent Yvon Frégeau, clerk, Michael Schneider, Louis Caron and Micheal Shaughnessey, agents, of the city of Montreal, for the following purposes:

To search for, open, prospect for, develop, improve, maintain and manage, bore mines for all kinds of ores and mineral substances, petroleum, mineral oil or gas and deal therein; to erect or acquire under any title and operate foundries, refineries or other manufactories for refining, manufacturing and utilizing the above products; to carry on the business of general dealers in connection with any of the above businesses, and generally any business which may be incidental or conducive to the carrying on of any of the business or operations above described;

To acquire by purchase, lease, concession, license, exchange or any other legal title, mines, mining lands, rights, mining property, moveable and immoveable property, options, powers, privileges and to lease, pledge, grant permits in respects of, hypothecate, sell, dispose of or otherwise deal with the same, in whole or in part, or any interest therein, and to pay for the same, either in cash or in shares or bonds of the company, or both;

To accept, acquire and hold as the consideration for ores, metals, gas, petroleum or minerals sold or otherwise disposed, or for goods supplied or work done by contract or otherwise, shares, debentures, bonds or other securities of or in any other company the objects of which are similar to those of this company hereby incorporated, and to sell or otherwise dispose of same;

To construct, alter, exploit, execute or control, and to purchase, rent or otherwise dispose of any works, mains, pipes, lines, machinery or shops of every kind and description; to equip, maintain and exploit by means of electricity, gas or other hydraulic or mechanical power any works belonging to the company or in which it may be interested, and to contribute to, subsidize, or otherwise assist or take part in searching for, opening, prospecting for, developing, improving, maintaining and managing, boring mines for all kinds of ores, mineral substances gas and petroleum;

To purchase or otherwise acquire and take over the whole or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person or company carrying on any part of the business which the company now being incorporated is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of its business, and to pay for the same in cash or in shares or bonds of the company or both;

From time to time to apply for, purchase and acquire by assignment, transfer or otherwise and to exercise, carry out and enjoy all statuts, ordinance, order, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant and

décréter, faire ou accorder, et payer pour leur mise à exécution, y aider ou contribuer, et approprier aucune partie du capital des obligations ou biens de la compagnie ou paiement des frais, charges et dépenses d'iceux;

Acheter, acquérir par achat, concession, donation, transport, échange ou autre titre légal, trafiquer de toute manière avec les actions, parts, obligations ou autres valeurs et preuves de titres, d'autres compagnies ou corporations de même nature, ou les actions, parts, obligations ou autres valeurs de la présente compagnie, pourvu qu'elles aient été payées par ailleurs, au préalable, et le droit de les vendre à, ou les faire vendre par toute personne ou compagnie aux termes, conditions, escomptes ou commissions que les directeurs jugeront convenables;

Les directeurs pourront payer à même les fonds de la compagnie toutes les dépenses concernant la formation et l'enregistrement de la compagnie et pour l'annoncer, et rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant des actions du capital de la compagnie ou des débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou la conduite de ses affaires, faire tous les actes, actions et choses qui peuvent être utiles ou nécessaires à l'accomplissement de tous ou aucun des objets susdits;

La compagnie aura le droit de payer tous ou aucune partie des bénéfices réalisés par la compagnie, selon qu'il sera jugé à propos, par l'émission en faveur des actionnaires d'actions acquittées de la compagnie au lieu d'argent comptant;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de la présente compagnie, et payer telle fusion en argent ou en actions ou obligations de la présente compagnie ou les deux; conclure des conventions pour le partage des profits et l'achalandage avec toute autre compagnie exerçant une industrie semblable, et acquérir, posséder et vendre des actions ou autres valeurs de telles compagnies et en disposer;

Payer toutes les dépenses en rapport à la formation de la compagnie et pour services rendus par les promoteurs et autres, soit en argent ou en actions acquittées de la compagnie ou des deux, suivant la décision des directeurs, sous le nom de "Alberta Crude Oil, Limited", avec un fonds social de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en un million (1,000,000) d'actions de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,

4475—31-2 Sous-secrétaire de la province.

#### The H. and W. Importing Company.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-sept juillet 1915, constituant en corporation MM. Robert Thomas Mullin, avocat, Alexandre Papineau Mathieu, avocat, Antonio Gauvreau, sténographe, Joseph Adhémar Ogden, notaire, Armand Mathieu, avocat, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, construire, réparer, installer, louer et prendre à bail, acquérir et vendre ou autrement exercer le commerce des machines, outillages de machinerie, nécessaires mécaniques ou tous autres articles de ce négoce, soit métalliques, soit de bois, soit des deux à la fois;

Importer, exporter, acheter, vendre à l'enchère ou autrement et faire le trafic de tous effets, denrées et marchandises de première ou de seconde main, généralement;

to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To purchase, acquire by purchase, grant, gift, transfer, exchange or other legal title, and in any way deal with the stock, shares, bonds or other securities and evidences of title of other companies or corporations of a like nature, or the stock, shares, bonds or other securities of the present company, provided they be previously paid up, and the right to sell the same to or have the same sold by any person or company upon such terms, conditions, discounts or commissions which the directors may think convenient;

The directors may pay out of the funds of the company all expenses incurred for the formation, registration and advertising of the company, and to remunerate any person or company for services rendered in placing the shares of the capital of the company or its debentures or other securities or the conduct of its business, to do all the acts, actions and things which may be deemed incidental or conducive to the attainment of all or any of the above objects;

The company may pay the whole or any part of the benefits realized by the company, according as it may be deemed fit, by the issue in favor of the shareholders of paid up shares of the company instead of cash;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of the present company, and to pay such amalgamation in cash or in paid up shares or bonds of the present company or both; to make any agreements for the sharing of profits and goodwill with any other company carrying on a similar business; and to acquire, hold and sell and dispose of shares or other securities of such companies;

To pay all expenses in connection with the formation of the company and for services rendered by the promoters and others, either in cash or in paid up shares of the company or both as the directors may decide, under the name of "Alberta Crude Oil, Limited", with a capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into one million (1,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of July, 1915.

C. J. SIMARD,

4476—31-2 Deputy Provincial Secretary.

#### The H. and W. Importing Company.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1915, incorporating Messrs. Robert Thomas Mullin, advocate, Alexandre Papineau Mathieu, advocate, Antonio Gauvreau, stenographer, Joseph Adhemar Ogden, notary, and Armand Mathieu, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes;

To manufacture, construct, repair, install, let-lease, acquire, sell or otherwise deal in machines, machinery supplies, mechanical requisites or any other articles of trade, either of metal or wood or both together;

To import, export, buy, sell by auction or otherwise and deal in goods, wares and merchandises second or new, generally;

Demander, requérir, prendre à bail et disposer des marques de commerce, dessins industriels, brevets et droits d'invention, permis et privilèges se rapportant à une invention qui sera considérée utile et nécessaire, fabriquer, se servir, employer et exploiter la dite invention;

Vendre, céder à bail ou autrement, disposer d'aucune propriété ou entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelle, pour telle compensation qui sera jugée convenable ou nécessaire par la compagnie et spécialement, en tout ou en partie, pour des actions, débetures, capitaux, obligations ou valeur dans aucune autre compagnie;

Acquérir par achat, louage ou autrement ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de l'actif ou du passif d'aucune personne ou corporation exerçant le commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant à ses objets;

Se fusionner et conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la co-opération, le risque conjoint, la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou corporation faisant ou sur le point de faire un commerce ou des transactions semblables à celles de la présente compagnie, pour exercer ou continuer à exercer aucun commerce, à faire aucune transaction capable d'être exercé ou faite de manière à bénéficier directement ou indirectement à la présente compagnie; avancer de l'argent, garantir l'exécution des contrats ou autrement aider telle personne ou corporation; prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de ces personnes et corporations, aussi les vendre, les détenir, les rémettre, avec ou sans garantie, ou autrement disposer de ces actions et valeurs;

Emettre et distribuer, comme entièrement libérées, des parts de la compagnie en paiement total ou partiel d'aucun commerce, d'aucune franchise, ou entreprise, d'aucune propriété, d'aucun droit, pouvoirs, privilèges, concession, licence, contrat, bien-fond, obligation, débeture ou aucun autre bien et droit que la dite compagnie pourra acquérir en vertu des pouvoirs conférés par les présentes, ou encore, en paiement du travail fait ou des services rendus.

Placer et disposer des deniers et de l'actif de la compagnie, de temps à autre, de la manière indiquée par les directeurs, en acquérant ou achetant des immeubles ou des obligations, débetures, biens-fonds, actions ou autres valeurs d'aucun gouvernement ou d'aucune corporation municipale ou scolaire, banque à charte ou aucune autre personne ou compagnie légalement organisée;

Distribuer aux actionnaires, en nature, aucune propriété immobilière de la compagnie, et particulièrement, les parts et valeurs dans d'autres corporations, qui appartiennent à la présente corporation;

Exercer tous et chacun des commerces susdits soit comme principaux, soit comme agents, soit comme procureurs;

Faire toutes et chacune des choses nécessaires ou propres à la réalisation d'aucun des susdits objets;

Faire le commerce d'immeubles, en général, soit comme agents, soit autrement;

Construire, améliorer, entretenir, exploiter, gérer, exercer et contrôler aucune usine électrique, aucun aqueduc, chemin, route possédés par la compagnie ou sous son contrôle, pont, réservoir, bateaux à vapeur, cours d'eau, quais, fabriques, entrepôts, appareils d'électricité, boutiques, magasins et autres installations et commodités qui pourront paraître de nature à promouvoir, directement ou indirectement, les intérêts de la compagnie, accorder des contributions et des subsides ou autrement aider et prendre part à la construc-

To demand, require, lease and dispose of trademarks, industrial designs, patents and patent rights, license and privileges for or concerning an invention which may be considered profitable or necessary, and to manufacture, utilize, employ and work the said invention;

To sell, lease or otherwise, dispose of any property or undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as may be convenient or judged expedient, by the company and in particular wholly or partly in shares, debentures, stocks, bonds or securities, of any other company;

To acquire by purchase, lease or otherwise or take over the business, in whole or in part, the property or liabilities of any person or company carrying on a business which this company is authorized to carry on or possesses of property suitable for the purposes of this company;

To amalgamate and enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with person or companies carrying on or about to carry on any business or transaction similar to that of this company, to carry on or continue any business or transaction capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit of said company, and to lend money to guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise, acquire shares or securities of such person or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise dispose of such shares or securities;

To issue and allot as fully paid up shares of the company in full payment or in part payment of any business, franchise or undertaking property, rights, powers, privileges, leases, licenses, contracts, real-estate, capital bonds, debentures or any other property and rights which the said company may acquire under the powers hereby conferred, work done and services rendered;

To place and dispose of the money and assets of the company from time to time as the directors may direct, in acquiring or buying immoveable or in buying bonds, debentures, real-estate, shares or other securities of any government or corporate body, municipal or school or of any chartered bank or of any other company duly incorporated or person;

To distribute among the shareholders of the company in special any immoveable property of the company and in particular the shares, securities of other companies belonging to this company;

To carry on all or any of the above business either as principals, agents, attorney.

To do all and everything necessary or proper for the attainment of any of the above objects;

To deal in real estate generally, as agents or otherwise;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any electrical plant, waterwork, roads, ways owned or controlled by the company, bridges, reservoirs, steamships, water-courses, wharves, manufactories, warehouse, electric work, shops, stores and other works and convenience which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidies or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, mana-

tion, à l'amélioration, à l'entretien, à l'exploitation, à la gérance, à l'exercice et au contrôle de ces entreprises, sous le nom de "The H. and W. Importing Company", avec un capital action de dix-neuf mille piastres (\$19,000.00), divisé en trois cent quatre-vingt (380) parts de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,

4479-31-2 Assistant-Sec. de la province.

AVIS.

Avis est par le présent donné que le permis de La Protection Compagnie d'Assurance contre le feu, de Fraserville, P. Q., a été annulé par expiration le 30 juin 1915; et que conformément à l'article 7062a S. R. P. Q., 1909, (1 Geo. V, 2ième session, ch. 44, s. 14), M. Charles A. Gauvreau, N. P., Fraserville, P. Q., a été nommé le vingt-septième jour de juillet 1915, gardien provisoire de la dite compagnie.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce 29ième jour de juillet 1915.

Pour le Trésorier de la province.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Bureau des assurances,  
Département du Trésor,  
Québec.

4565-32-2

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'un permis a été accordé à la Compagnie d'assurance mutuelle de la paroisse de Saint-Antoine de Padoue, en vertu de l'article 6870 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, (4 Geo. V, ch. 54 sec. 17), pour transiger des affaires d'assurance mutuelle sur les bâtiments situés sur les biens-fonds imposables dans la municipalité de Saint-Antoine de Padoue, Comté de Verchère, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-neuvième jour de juillet, mil neuf cent quinze.

Pour le Trésorier de la province,

WILLIAM CHUBB,

4567-32-2 Surintendant des assurances, P. Q.

AVIS

Avis est par le présent donné que la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jean, comté de Saint-Jean, ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivant, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformé aux exigences de la loi, la dite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance mutuelle contre le feu formée en vertu des dits articles du dit paragraphe peut légalement transiger relative au genre d'affaire mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur, savoir: assurance mutuelle contre le feu des bâtiments de ferme et des risques isolés (tel risques étant ni des risques de commerce, ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni extra-hasardés) dans les limites du comté de Saint-Jean, dans la province de Québec.

gement, carrying out or controll thereof, under the name of "The H. and W. Importing Company", with a capital stock of nineteen thousand dollars (\$19,000.00), divided into three hundred and eighty (380) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,

4480-31-2 Deputy Provincial Secretary.

NOTICE.

Notice is hereby given that the licence of "La Protection", Fire Insurance Company, of Fraserville, P. Q., was cancelled by expiry June 30th, 1915, and that pursuant to article 7062a R. S. P. Q., 1909, (1 Geo. V, 2nd session, ch. 44, s. 14), Mr. Charles A. Gauvreau, N. P., Fraserville, P. Q., was appointed provisional guardian of the said company on the 27th day of July, 1915.

Given pursuant to article 6950 S. R. P. Q. 1909, the 29th day of July, 1915.

For the Treasurer of the Province,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,  
Treasurer Department,  
Quebec.

4566-32-2

NOTICE.

Notice is hereby given that a license has been issued to "Compagnie d'assurance mutuelle de la paroisse de Saint-Antoine de Padoue", pursuant to article 6870 of Revised Statutes, of the province of Quebec, 1909 (4 Geo. V, c. 54, s. 17), for the transaction of the business of mutual fire, insurance on buildings situated upon taxable property in the municipality of Saint-Antoine de Padoue, County of Verchère, in the province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this twenty ninth day of July, one thousand nine hundred and fifteen.

For the Treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

4568-32-2 Superintendent of Insurance, P. Q.

NOTICE

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jean, comté de Saint-Jean, has been established in conformity with articles 6886 and following sub-section VI, section XXII, chap. III, title XI, of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company formed under the said article of the said sub-section may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their declaration to the Inspector, namely: mutual fire insurance on farm buildings and isolated risks, (such risks being other than commercial, or on buildings used for commercial or manufacturing purposes, or extra-hazardous), within the limits of the county of Saint Jean, in the province of Quebec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statut refondus, de la province de Québec, 1909, ce vingt-deuxième jour de juillet 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec,

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Division des Assurances,  
Département du Trésor,  
Québec, P. Q.

4413—31-2

1160-08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 30 juillet 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'ériger en municipalité scolaire distincte tout le territoire compris dans les limites de la municipalité rurale de Saint-Gérard-de-Magella, dans le comté d'Yamaska, avec les mêmes limites qu'elle comporte, connue municipalité rurale, depuis 1907, limites parues dans la *Gazette officielle de Québec*, du 2 mars 1907, moins cependant les lots Nos 557 à 567 inclus du cadastre officiel de la paroisse de Saint Pie de Guire, la nouvelle municipalité scolaire sera détaché des municipalités scolaires de Saint-François, Saint-Pie de Guire, Saint-David et Saint-Michel, comté d'Yamaska. 4563—32-2

1637-15

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 23 juillet 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de changer le nom de la municipalité scolaire de Ouïatchouan, dans le comté de Lac St-Jean, en celui de municipalité scolaire de la paroisse de Roberval. 4439—31-2

### Avis Divers

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4303. Dame Agnès Emilie Daub, de la cité et district de Montréal, épouse commune en biens de George Brabander, commerçant et importateur du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs George Brabander, de la cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 27 juillet 1915.

DORAIS & DORAIS,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 28 juillet 1915. 4559—32-2

Cour Supérieure. Alice Fournier, Demanderesse, épouse commune en biens d'Albert Lemelin, tous deux de Sainte-Hénédiène, cultivateurs.

La demanderesse a pris une action en séparation de biens contre son mari le dit Albert Lemelin.

DROUIN, SEVIGNY & DROUIN,

Procureurs du Demandeur.

Québec, 22 juillet 1915. 4417—31-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Québec. No 1945. Dame Aurore Tessier, épouse de Wilfrid Davidson, cultivateur, de Saint-Alban, a intenté le 30 de juin 1915 une action en séparation de biens contre son mari.

DROUIN, SEVIGNY & DROUIN,

4277—30-5 Procureurs de la demanderesse.

Given pursuant to article 6950 of the revised statutes of the province of Quebec, 1909, this twenty second day of July, 1915.

For the treasurer of the province of Quebec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,  
Treasury Department.  
Quebec.

4414—31-2

1160-08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 30th July, 1915.

The Superintendent hereby gives notice that application is made to erect into a distinct school municipality the whole of the territory comprised within the limits of the rural municipality of Saint-Gerard-de-Magella, in the county of Yamaska, with the same limits ascribed to the said rural municipality since 1907, limits published in the *Quebec Official Gazette*, of the 2nd March, 1907, less however the lots Nos. 557 to 567, both inclusive, of the official cadastre of the parish of Saint Pie de Guire. The new school municipality of Saint François, Saint Pie de Guire, Saint David and Saint Michel, county of Yamaska. 4564—32-2

1637-15

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 23rd July, 1915.

The Superintendent hereby gives notice that application is made to change the name of the school municipality of Ouïatchouan, in the county of Lake St. John, into that of school municipality of the parish of Roberval. 4440—31-2

### Miscellaneous Notices

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4303. Dame Agnès Emilie Daub, of the city and district of Montreal, wife common as to property of George Brabander, trader and importer, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs George Brabander, of the city and district of Montréal, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff against defendant, on the 27th of July, 1915.

DORAIS & DORAIS,

Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 28th July, 1915. 4560—32-2

Superior Court. Alice Fournier, Plaintiff, wife common as to property of Albert Lemelin, both of Sainte Henedine, Farmers.

The plaintiff has instituted an action for separation as to property against her husband the said Albert Lemelin.

DROUIN, SEVIGNY & DROUIN,

Attorneys for Plaintiff.

Quebec, 22nd July, 1915. 4418—31-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Quebec. No. 1947. Aurore Tessier wife of Wilfrid Davidson farmer, of Saint Alban has instituted an action in separation as to property on the 30th of June, 1915.

DROUIN, SEVIGNY & DROUIN,

4278—30-5 Attorneys for plaintiff.

Dans la Cour Supérieure, No 2323. Canada. Province de Québec. District de Beauce. Dame Marie-Anne-Joséphine Lemieux, épouse commune en biens de M. Philias Edmond Pepin, marchand, de Saint-Martin et actuellement journalier, Demanderesse; vs le dit Philias Edmond Pepin, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 30 juin 1915.

TALBOT & BEAUDOIN,  
4407—31-5 Proc. de la Demanderesse.

Dans la Cour Supérieure. No 2282. Canada. Province de Québec. District de Beauce. Dame Amanda Lacasse, épouse commune en biens de Joseph Fortin, journalier de Saint-Camille, étant dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse, vs le dit Joseph Fortin, Défendeur. 4409—31-5

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 25 mai 1915.

TALBOT & BEAUDOIN,  
4409—31-5 Proc. de la Demanderesse.

Cour Supérieure. No 2218. Province de Québec. District de Montréal. Dame Marie Excénaïde Chauret, de la cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Wilfrid Chartrand, du même lieu, Demanderesse; vs le dit Wilfrid Chartrand, Défendeur.

La demanderesse a ce jour institué contre le défendeur, son époux, une action en séparation de biens.

LOUIS BOYER,  
Avocat de la Demanderesse  
Montréal, 21 juillet 1915. 4423—31-5

Cour Supérieure. No 5841. Province de Québec. District de Richelieu. Dame Madeleine Bellemare, du village de Saint-Gabriel de Brandon, district de Joliette, épouse commune en biens de Adolphe Michaud, marchand du même lieu, Demanderesse; vs le dit Adolphe Michaud, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, en cette cause, le 28 juin 1915.

ALLARD & ALLARD,  
Procureurs de la Demanderesse.  
Sorel, 23 juillet 1915. 4435—31-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 2011. Dame Leah Siffra Shapiro, épouse commune en biens de Maroc Maron, de Montréal, tailleur, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Maroc Maron, de Montréal, tailleur, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur aux présentes, le septième jour de juillet 1915.

TRIHEY, BERCOVITCH  
KEARNEY & LAFONTAINE,  
4275 Procureurs de la demanderesse.

Dans la Cour Supérieure. Canada. Province de Québec. District de Québec. No 2003. Dame Léontine Bélanger, épouse commune en biens de Uldéric Côté, menuisier, tous deux de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Uldéric Côté, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le troisième jour de juillet 1915.

GALIPEAULT, SAINT-LAURENT, ME-  
TAYER & LAFERTE,  
Procureurs de la demanderesse.  
Québec, 6 juillet 1915. 4115—28-2

In the Superior Court. No. 2323. Canada. Province de Québec. District de Beauce. Marie-Anne-Joséphine Lemieux, wife of Philias Edmond Pepin, merchant of Saint Martin, actually labourer, of the same place, has this day, instituted in action in separation as to property against his husband, the said plaintiff duly authorized à ester en justice.

Dated at Saint Joseph Beauce, this 30th June, 1915.

TALBOT & BEAUDOIN,  
4408—31-5 Attorneys for Plaintiff.

In the Superior Court. No. 2282. Canada. Province of Quebec. District of Beauce. Dame Amanda Lacasse, of Saint Camille, Bellechasse, wife of Joseph Fortin, labourer, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property against his husband, the said plaintiff duly authorized à ester en justice.

Dated at Saint Joseph, Beauce, this 25th of May, 1915.

TALBOT & BEAUDOIN,  
4410—31-5 Attorneys for Plaintiff.

Superior Court. No. 2218. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Marie Excénaïde Chauret, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Wilfrid Chartrand, of the same place, Plaintiff; vs the said Wilfrid Chartrand, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband the Defendant herein.

LOUIS BOYER,  
Attorney for the Plaintiff.  
Montreal, 21st July, 1915. 4424—31-5

Superior Court. No. 5841. Province of Quebec. District of Richelieu. Dame Marie Bellamare of the village of Saint Gabriel de Brandon, district of Richelieu, wife common as property of Adolphe Michaud, merchant of the same place. Plaintiff; vs the said Adolphe Michaud, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the Defendant on the 28th June, 1915.

ALLARD & ALLARD,  
Attorneys for Plaintiff.  
Sorel, 23rd July, 1915. 4436—31-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 2011. Dame Leah Siffra Shapiro, wife common as to property of Maroc Maron, of Montreal, tailor, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Maroc Maron, of Montreal, tailor, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant herein on the seventh day of July, 1915.

TRIHEY, BERCOVITCH,  
KEARNEY & LAFONTAINE,  
4276 Attorneys for plaintiff.

In the Superior Court. Canada. Province of Quebec. District of Quebec. No. 2003. Dame Léontine Bélanger, wife common as to property of Ulric Côté, joiner, both of the city of Quebec, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Uldéric Côté, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the third day of July, 1915.

GALIPEAULT, SAINT LAURENT, ME-  
TAYER & LAFERTE,  
Attorneys for the Plaintiff.  
Quebec, 6th July, 1915. 4116—28-2

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 984. Dame Polly Fink, Demanderesse; vs Samuel Clark (*alias* Klulhovt), Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 26 juin 1915.

TRITT & TRITT,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 8 juillet 1915. 4145—29-5

Cour Supérieure. Province de Québec, District d'Iberville. Dame Marie Ménard, de la paroisse de Saint-Athanase, dit district d'Iberville, épouse commune en biens de Martin Quinn, cultivateur du même lieu, dûment autorisée, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son dit époux, devant la dite Cour.

P. A. CHASSE,  
Procureur de la demanderesse.  
Saint-Jean, 18 juin 1915. 4211

### Avis de Faillites

*Cour Supérieure.*  
Province de Québec,  
District d'Arthabaskaville.  
Re T. Maheu & fils, Arthabaskaville,  
Faillis.

Avis est par les présentes donné que par un jugement de la Cour supérieure, en date du 28 juillet 1915, j'ai été nommé curateur aux biens des sus-nommés.

Les réclamations assermentées doivent être filées entre mes mains dans les trente jours du présent avis.

P. L. TURGEON,  
Curateur.  
Bureau de Chartrand & Turgeon,  
55 Saint-François-Xavier, Montréal. 4543

*Cour Supérieure.*  
Canada,  
Province de Québec,  
District de Québec,  
Médéric Tremblay, entrepreneur-menuisier de Limoilou, a le 29<sup>ième</sup> jour de juillet 1915, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, du district de Québec, conformément à la loi.

BEDARD & BELANGER,  
Gardiens provisoires  
Bureau: 101, rue Saint-Pierre.  
Québec, 30 juillet 1915. 4545

*Cour Supérieure.*  
Province de Québec,  
District de Montréal,  
No 201.  
Dans l'affaire de J. R. Pigeon, marchand, 1143-49 Avenue Van Horne, Outremont, Failli.  
Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objections jusqu'au 14 août 1915.  
Ce dividende sera payable à mon bureau 734a Avenue Bloomfield, Outremont, le ou après le 16 août 1915.

ARTHUR CORBIN,  
Curateur.  
Bureau: 734a, Ave. Bloomfield.  
Outremont, 30 juillet 1915. 4547

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 984. Dame Polly Fink, Plaintiff; vs Samuel Clark (*alias* Klulhovt), Defendant.

An action in separation as to property was instituted in this case on the 26th June, 1915.

TRITT & TRITT,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 8th July, 1915. 4146—29-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Iberville. Dame Marie Ménard, of the parish of Saint Athanase, said district of Iberville, wife common as to property of Martin Quinn, of the same place, farmer, duly authorized, has, this day, taken an action for separation as to property against her said husband, before said court.

P. A. CHASSE,  
Attorney for plaintiff.  
Saint Johns, 18th June, 1915. 4212

### Bankrupt Notices

*Superior Court.*  
Province of Quebec,  
District of Arthabaska.  
Re T. Maheu & fils, Arthabaskaville,  
Insolvents.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court, dated the 28th of July, 1915, I have been appointed curator to the above named estate.

Sworn claims must be filed with me within 30 days of present notice.

P. L. TURGEON,  
Curator.  
Office of Chartrand & Turgeon,  
55 Saint François Xavier, Montréal. 4544

*Superior Court.*  
Canada,  
Province of Quebec,  
District of Quebec.  
Médéric Tremblay, master joiner of Limoilou, has on the 29th day of July, 1915, made a judicial assignment, of his property for the benefit of his creditors, at the Prothonotary's office, of the Superior Court, for the district of Quebec, according to law.

BEDARD & BELANGER,  
Provisional Guardians  
Office: 101, Saint Peter street.  
Quebec, 30th July, 1915. 4546

*Superior Court.*  
Province of Quebec,  
District of Montreal,  
No. 201.  
In the matter of J. R. Pigeon, merchant, 1143-49 Van Horne Avenue, Outremont, Insolvent.  
Notice is hereby given that a first and final dividend has been declared open to objections until 14th August, 1915, after which date dividends will be payable.

ARTHUR CORBIN,  
Curator.  
Office: 734a Bloomfield Ave.  
Outremont, 30th July, 1915. 4548

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
Dans l'affaire de la Succession George McKnight,  
Insolvable.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en le présente affaire, sujet à objection jusqu'au 14 août 1915, après laquelle date le dividende sera payable à mon bureau.

C. W. BAKER,  
Curateur.

Bureau de Baker-Geraghty & Co.,  
232, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 28 juillet 1915. 4549

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
Dans l'affaire de Geo. J. Bonenfant, 360 rue  
Dorchester-Ouest, Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 26 juillet 1915, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du dit insolvable.

Tous ceux qui ont des réclamations contre le dit insolvable sont priés de les produire dûment attestées sous serment dans les 30 jours de la présente date.

J. WILFRID MICHAUD,  
HENRI DESROSIERS,  
Curateurs-conjoints.

Michaud & DesRosiers,  
Comptables et Liquidateurs.  
55, rue St-François-Xavier, Montréal.  
Montréal, 30 juillet 1915. 4551

*In re* Alphonse Béland, marchand de meubles,  
Pointe-Gatineau, P. Q.,

Avis vous est par le présent donné que j'ai été, ce jour, par ordre de la cour, nommé curateur dans cette affaire.

Les réclamations assermentées doivent m'être transmises dans les trente jours de cet avis, si elles ne m'ont pas déjà été transmises.

J. E. COUTURE,  
Curateur.

Hull, 29 juillet, 1915. 4553

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 326.

Dans l'affaire de Wilfrid Archambault, des cité  
et district de Montréal, Entrepreneur,  
Insolvable.

Avis est par le présent donné que par jugement de l'Honorable Cour Supérieure de ce district en date du 30 juillet 1915, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints aux biens de l'insolvable susdit.

Les réclamations assermentées doivent être produites dans les trente jours de la présente date.

JOSEPH WASHINGTON RICHARDS,  
HENRY C. ORGAN,  
Curateurs-conjoints

Bureau de Richards, Organ & Richards,  
515, Edifice "Power", Montréal.  
Montréal, 30 juillet 1915. 4555

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Gaspé.  
No 925.

*Re* Alfred LeMarquard, marchand, Chandler,  
Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 31<sup>ème</sup> jour de juillet 1915, nous avons été nommés curateurs en cette affaire et M. Frédéric A. Todd, gérant

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
In the matter of Estate George McKnight,  
Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 14th day of August, 1915, after which date the dividend will be payable at my office.

C. W. BAKER,  
Curator.

Office of Baker-Geraghty & Co.,  
232, Saint James street, Montreal.  
Montreal, 28th July, 1915. 4550

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
In the matter of Geo. J. Bonenfant, 360,  
Dorchester-West Street, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 26th day of July, 1915, we were appointed joint-curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,  
HENRI DESROSIERS,  
Joint-Curators.

Michaud & DesRosiers,  
Accountants and Liquidators,  
Room 24, 55 Saint François Xavier street,  
Montreal, 30th July, 1915. 4552

*In re* Alphonse Béland, furniture dealer, Pointe-  
Gatineau, P. Q.,

Notice is hereby given to you that by order of the Court, I have been appointed to-day, curator to this estate.

Sworn claims not yet in my hands must be filed with me within thirty days from this notice.

J. E. COUTURE,  
Curator.

Hull, 29th July, 1915. 4554

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Montreal.  
No. 326.

In the matter of Wilfrid Archambault, of the city  
and district of Montreal, Contractor,  
Insolvent.

Notice is hereby given that by an order of the Honourable the Superior Court of this district, dated 30th July, 1915, the undersigned were appointed joint curators to the property of the above named insolvent.

Sworn claims must be filed with us within thirty days from this date.

JOSEPH WASHINGTON RICHARDS,  
HARRY C. ORGAN,  
Joint-Curator.

Offices of Richards, Organ & Richards,  
515, "Power" Building, Montreal.  
Montreal, 30th July, 1915. 4556

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Gaspé.  
No. 925.

*Re* Alfred LeMarquard, merchant, Chandler,  
Insolvent.

Notice is hereby given that on 31<sup>st</sup> July, 1915, we have been appointed curators and M. Frédéric A. Todd, manager of "Canadian Conso-

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 329.

Dans l'affaire de Emilien Lalande, 121b Boulevard Monk, Montréal, Qué., Insolvable.  
Avis est par le présent donné que le susdit insolvable a fait, ce 29 juillet 1915, un abandon judiciaire de tous ses biens au bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure.

J. G. DUHAMEL,  
Assist.-Gardien-Provisoire.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,  
92, rue Notre-Dame-Est, Montréal.  
Montréal, Qué., 31 juillet 1915. 4557

de "Canadian Consolidated Rubber Co. Ltd", de Montréal, inspecteur.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit insolvable sont requises de les produire dûment attestées sous serment, sous trente jours de cette date.

LARUE, TRUDEL & PICHER,  
Curateurs.

Bureaux: "Edifice Dominion",  
126, rue Saint-Pierre, Québec.  
Québec, 2 août 1915. 4583

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District d'Arthabaska.

*In re* J. A. Auclair, Saint-Cyrille de Wendover, Qué., Insolvable.

Avis est par le présent donné que, le susdit insolvable a fait, ce 30ième jour de juillet 1915, un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du Protonotaire de la Cour supérieure du district d'Arthabaska.

VINCENT LAMARRE,  
Pro-Gardien Provisoire.

Bureaux: 820 Edifice "Power".  
Montréal, 3 août 1915. 4591

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Bedford.  
No 250.

*In re* Orien A. Reid, de Dunkin, canton de Potton, district de Bedford, Insolvable.

Avis est par le présent donné que, le 30 juillet 1915, par jugement de la Cour supérieure, le soussigné a été nommé curateur aux biens du dit insolvable.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau dans les trente (30) jours de cette date.

E. FLEURY, N. P.,  
Curateur.

Knowlton, Qué., 31 juillet, 1915. 4593

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.

*In re* Severien Bleau, Montréal, Failli.

Avis est par les présentes donné, qu'en vertu d'un jugement de la Cour en date du 3 août 1915, j'ai été nommé curateur aux biens du susdit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le susdit failli, sont requises de les produire entre mes mains, sous trente jours de cette date.

G. E. MARTIN,  
Curateur.

Bureau: Edifice McGill,  
211 rue McGill, Montréal.  
Montréal, 7 août 1915. 4595

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
No. 329.

In the matter of Emilien Lalande, 121b, Blvd. Monk, Montreal, Que., Insolvent.  
Notice is hereby given that the above named insolvent has made this 29th day of July, 1915, a judicial abandonment of all his property for the benefit of his Creditors at the office of the prothonotary of the Superior Court.

J. G. DUHAMEL,  
Sub.-Prov. Guardian.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,  
92, Notre-Dame East, street,  
Montreal, Que., 31st July, 1915. 4558

lidedated Rubber Co., Ltd, of Montreal, Inspector.

All parties having claims against the said insolvent are requested to file same duly attested under oath within thirty days (30) from this date.

LARUE TRUDEL & PICHER,  
Curators.

Offices: "Dominion Building"  
126, Saint Peter street, Quebec.  
Quebec, 2nd August, 1915. 4584

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Arthabaska.

*In re* J. A. Auclair, Saint-Cyrille de Wendover, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that, the above named insolvent has made, this 30th day of July, 1915, a judicial abandonment of all his property for the benefit of his creditors at the office of the prothonotary of the Superior Court of the district of Arthabaska.

VINCENT LAMARRE,  
Deputy Provisional Guardian.

Office: 820 "Power" Bldg.  
Montreal, 3rd August, 1915. 4592

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Bedford.  
No. 250.

*In re* Orien A. Reid, of Dunkin, township of Potton, district of Bedford, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 30th day of July instant 1915, by an order of the Superior Court, I was appointed curator to the above named insolvent estate.

Sworn claims must be filed at my office, within thirty (30) days from this date.

E. FLEURY, N. P.,  
Curator.

Knowlton, Que., 31st July, 1915. 4594

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.

*In re* Severien Bleau, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, in virtue of a judgment of the Court, bearing date the 3rd August, 1915, I was appointed curator to the estate of the aforesaid insolvent.

All parties having claims against the aforesaid insolvent, are requested to file same with me within thirty days from this date.

G. E. MARTIN,  
Curator.

Office: McGill Building,  
211 McGill street, Montreal.  
Montreal, 7th August, 1915. 4596

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.

*In re* John Kilbride, Montréal, Failli.  
Avis est par les présentes donné que, le vingt-neuvième jour de juillet 1915, le susdit failli a fait un abandon judiciaire de ses biens, pour le bénéfice de ses créanciers.

G. E. MARTIN,  
Subrogé Gardien Provisoire.

Bureau: Edifice McGill,  
211 rue McGill, Montréal.  
Montréal, 7 août, 1915.

4597

## Avis

Avis est par le présent donné que les bureau et principale place d'affaires de la "Sainte Anne Land Company" sont au numéro 76, Edifice Canada Life, 189 rue Saint-Jacques, à Montréal.  
4561

## ERRATA

A la page 1878 de la *Gazette Officielle*, du 31 juillet 1915, aux numéros 4299-30, lisez "Standard Development Company" au lieu de "Imperial Development Company".  
4585

Dans l'avis paru dans la *Gazette Officielle*, du 17 juillet (No 4217) se rapportant à la division de la municipalité scolaire de canton Loranger, dans le comté de Labelle, à la huitième ligne, il faut lire "Village de Nominigüe"; c'est-à-dire que la nouvelle municipalité scolaire formée d'une partie de celle de canton Loranger porte le nom de "Village de Nominigüe".  
4603

Aux dernières lignes de l'arrêté en conseil publiée à la page 1905 de la *Gazette* du 31 juillet 1915, lire: canton Casupscull, au lieu de: canton Casaupscal.  
4605

## Licitation

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Québec.  
No 889.

## LICITATION

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Québec, dans le district de Québec, le vingt-cinquième jour de juin mil neuf cent quinze, dans une cause dans laquelle Pierre Fiset, cultivateur, de l'Ancienne-Lorette, est demandeur; et Paul Fiset, agent, et Dame Eugénie Bourbeau, épouse du dit Paul Fiset, tous deux de Québec, en leur qualité de tuteurs conjoints aux enfants mineurs de feu Léon *alias* Napoléon Fiset et de Dame Eugénie Bourbeau, ci-devant de l'Ancienne-Lorette, savoir: Marie-Paule, âgée de quatorze ans, Fernande, âgée de neuf ans et Yvette, âgée de sept ans, et le dit Paul Fiset

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.

*In re* John Kilbride, Montreal, Insolvent.  
Notice is hereby given that, on the twenty ninth day of July, 1915, the aforesaid insolvent has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

G. E. MARTIN,  
Curator.

Office: McGill Building,  
211 McGill street, Montreal.  
Montreal, 7th August, 1915.

4598

## Notice

Notice is hereby given that the office and chief place of the "Sainte Annes Land Company" is situated at Room No. 76, Canada, Life Building, 189, Saint James street, Montreal.  
4562

## ERRATA

On page 1878 of the *Official Gazette*, of the 31st July, 1915, document numbers 4299-30, read "Standard Development Company" instead of "Imperial Development Company".  
4586

In the notice published in the *Official Gazette*, of the 17th July (No. 4217) relative to the division of the school municipality of the township of Loranger, in the county of Labelle, at the eight line thereof read "Village of Nominigüe", that is to say that the new school municipality composed of a portion of that of township of Loranger will be known under the name of "Village of Nominigüe".  
4604

At the last lines of the order-in-council published on page 1905 of the *Gazette* of the 31st July, 1915, read: township of Casupscull, instead of: township of Casaupscal.  
4606

## Licitation

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Quebec.  
No. 889.

## LICITATION

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, on the twenty fifth day of June, one thousand nine hundred and fifteen, in a cause wherein Pierre Fiset, farmer of l'Ancienne-Lorette, is plaintiff; and Paul Fiset, agent, and Dame Eugénie Bourbeau, wife of the said Paul Fiset, both of Quebec, in their capacity of joint tutors to the minor children of the late Léon *alias* Napoléon Fiset, and Dame Eugénie Bourbeau, heretofore of l'Ancienne-Lorette, to wit: Marie-Paule, fourteen years old, Fernande, nine years old and Yvette, seven years old, and the said Paul Fiset, to assist

pour assister et autoriser sa dite épouse, sont défendeurs; et Alfred Fiset et Norbert L'Heureux, tous deux cultivateurs, de l'Ancienne-Lorette, sont mis en cause, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

(a) Les lots Nos 659 et 660 du cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, dans le comté de Québec, étant une terre située en la troisième concession de la seigneurie Demaure, mesurant environ deux arpents de front sur trente arpents de profondeur,—avec maison, grange, étable et autres bâtisses dessus érigées, et dépendances.

(b) La moitié en superficie à prendre du côté ouest du lot No 699 du dit cadastre de l'Ancienne-Lorette, avec de plus le droit de passage de voiture de douze pieds de largeur sur l'extrémité nord de la moitié est du lot No 699, le long de la ligne de division, à partir du chemin du trait-carré en faveur de cette partie ouest du dit lot, et aussi un autre droit de passage de voiture de douze pieds de large sur l'extrémité nord des lots Nos 662 et 663 du dit cadastre de l'Ancienne-Lorette, tel que mentionné.

(c) Une terre en bois debout située en la paroisse de Sainte-Catherine, de la contenance d'environ un demi arpent de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, maintenant connu et désigné sous le lot No 21 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse Sainte-Catherine, comté de Portneuf.

(d) Le lot No 181 du dit cadastre de l'Ancienne-Lorette, étant un lopin de terre contenant environ cinquante pieds de large sur deux arpents de profondeur—avec bâtisses.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de la cité de Québec, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elle seront forcloses du droit de le faire.

JEAN GOSSELIN,  
Proc. du Demandeur.

Québec, 12 Juillet 1915.

4315—30-2

#### Ratifications

##### Cour Supérieure

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 190.

#### EX PARTE

La cité de Lachine, corps politique et incorporé ayant son bureau d'affaires dans la cité de Lachine, district de Montréal,

Partie expropriante;  
Requérante en ratification de titre;  
et

Dame Marie Paré, de la cité de Lachine, veuve de Jean-Baptiste Poirier, en son vivant, du même lieu, Indemnitaire.

Avis est par les présentes donné que, sous l'autorité des articles 5790 et suivants des Statuts révisés de Québec, 1909, la requérante a déposé, le quatorzième jour de juillet 1915, au bureau du

and authorize his said wife, are Defendants; and Alfred Fiset and Norbert L'Heureux both farmers of l'Ancienne-Lorette, are *mis-en-cause* ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit:

(a) The lots Nos. 659 and 660 of the official cadastre of the parish of l'Ancienne-Lorette, in the county of Quebec, being a farm situate in the third concession of the Demaure Seigniorly, measuring about two arpents in front by thirty arpents in depth—with a house, barn, and stable, and other buildings thereon erected and dependencies.

(b) The half of the superficial area of the lot No. 699 of said cadastre of l'Ancienne-Lorette, to be taken on the west side thereof, together with a vehicle right of way of twelve feet in width on the north extremity of the east half of lot No. 699, along the division from the *trait-carré* road, in favor of said west part of said lot, and also another vehicle right of way of twelve feet in width on the north extremity of lots Nos. 662 and 663 of said cadastre of l'Ancienne-Lorette, as mentioned.

(c) A land in standing timber situate in the parish of Sainte Catherine, containing one half arpent in front by thirty arpents in depth, the whole more or less, now known and designated as lot No. 21 of the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Sainte Catherine, county of Portneuf.

(d) The lot No. 181 of said cadastre of l'Ancienne-Lorette, being a parcel of land, containing about fifty feet in width by two arpents in depth—with buildings thereon.

The immoveables herein above designated will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, sitting the Court, in the Court room of the Court House of the city of Québec, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of said Court; and any opposition to annul to secure charges or to withdraw to be made to said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudicating, and any opposition for payement must be filed within the six days next following the adjudication, and failing the parties to file said oppositions within the delays hereby limited they will be foreclosed from the right of so doing.

JEAN GOSSELIN,  
Attorney for plaintiff.

Québec, 12th July, 1915.

4316—30-2

#### Ratifications

##### Superior Court.

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
No. 190.

#### EX PARTE

The city of Lachine a body politic and corporate having its head office in the city of Lachine, district of Montreal,

Expropriating party;  
Petitioner for confirmation of title;  
and

Dame Marie Paré, of the city of Lachine, widow of Jean Baptiste Poirier, in his lifetime, of the same place, Indemnitaire.

Notice is hereby given that, under the authority of articles 5790 and following of the Revised Statutes of Quebec 1909, the petitioner has deposited on the fourteenth day of July, 1915, in the

protonotaire de la Cour Supérieure pour le district de Montréal:

(a) Un acte passé devant Me J. S. A. Ashby, notaire, le 30 juin 1915, entre Marie Paré, de la cité de Lachine, veuve de Jean-Baptiste Poirier, en son vivant, du même lieu, et la dite cité de Lachine, étant un acte de cession et vente par la dite Dame Marie Paré à la dite cité, de l'immeuble décrit comme suit:

"Cette partie du lot No 761 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, dans la cité de Lachine; bornée au nord par la rue Saint-Louis, à l'est par la partie du même lot appartenant à J. Antoine Gagné ou représentants, à l'ouest par cette partie du même lot appartenant à Odilon Bélanger ou représentants, et au sud par le résidu du même lot appartenant à la comparante et aux représentants de Jean-Baptiste Poirier, et mesurant en front environ 45.20 pieds, en arrière 49.50 pieds, du côté est environ 17 pieds, et du côté ouest environ 15.80 pieds", et en la possession pendant les trois dernières années de la dite dame Marie Paré, comme propriétaire d'une moitié indivise et usufruitière de l'autre moitié indivise, dont la nue propriété appartiendrait à Louisa Poirier, épouse de Joseph Charbonneau, François Poirier, Emma Poirier, épouse de Gédéon Dumouchel, et Alda Poirier ou représentant, tous de la cité de Montréal; Jean-Baptiste Poirier, Alfred Poirier, Albert Poirier et Adrien Poirier, tous de la cité de Lachine, et Arthur Poirier, de Maple Creek, dans la province de Saskatchewan.

(b) Le reçu du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, daté du 14 juillet 1915, pour le dépôt de la somme de \$2,357.50, dont \$2,300.00 représentant l'indemnité convenue pour le dit immeuble et mentionnée dans le dit acte, et \$57.50, représentant six mois d'intérêt sur la dite somme, à compter du 30 juin 1915.

Et toutes personnes qui réclament quelques privilèges ou hypothèques sur le dit immeuble, immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit immeuble a été acquis par la dite cité de Lachine, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le 17 septembre 1915, une demande en ratification de titre et qu'à moins que les réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leur opposition par écrit et de les produire au bureau du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi, elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,

Député protonotaire.

A. S. PELLETIER,

Procureur de la cité de Lachine.

Montréal, 14 juillet 1915. 4581-32-2

*Dans la Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Québec,  
No. 2355.

La Cie J. H. Gignac, Limitée, corps politique et incorporé ayant le siège principal des affaires à Québec, Requérante.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour supérieure, du district de Québec, un acte passé devant Alexandre Gauvreau, notaire, à Québec, le dix-huitième jour du mois de Novembre, mil neuf cent dix, entre la Compagnie Paquet, Limitée, corps politique, dûment incorporée par la loi

office of the prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal:

(a) A deed of sale done and executed before Mtre J. S. A. Ashby, notary, on the 30th June, 1915, between Marie Paré, of the city of Lachine, widow of Jean Baptiste Poirier, in his lifetime, of the same place, and the city of Lachine, being a deed of assignment and sale by the said Dame Marie Paré to the said city of Lachine, of the immoveable described as follows:

"That part of lot No. 761 of the official plan and book of reference of the town of Lachine, in the city of Lachine; bounded on the North by Saint Louis street, on the East by that part of same lot belonging to J. Antoine Gagné or representatives, on the West by that part of same lot belonging to Odilon Belanger or representatives, and on the south by the residue of same lot belonging to the said Dame Marie Paré and to the representatives of Jean Baptiste Poirier, and measuring in front about 45.20 feet, in rear 49.50 feet, on the east side about 17 feet and on the west side about 15.80 feet", and possessed for the three years now last past by the said Dame Marie Paré, as proprietor of one undivided half, and usufructuary of the other undivided half, the sale ownership whereof is vested in Louisa Poirier, wife of Joseph Charbonneau, François Poirier, Emma Poirier, wife of Gedeon Dumouchel, and Alda Poirier, all of the city of Montreal; Jean Baptiste Poirier, Alfred Poirier, Albert Poirier and Adrien Poirier, all of the city of Lachine and Arthur Poirier, of Maple Creek, in the province of Saskatchewan.

(b) The receipt of the prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal, dated the 14th July, 1915, for the deposit of the sum of \$2,357.50, whereof \$2,300.00 represent the indemnity agreed upon for the said immoveable and mentioned in the said deed, and \$57.50, represent six months interest on said sum from the 30th June, 1915.

And all persons who have or claim to have any privileges or hypothecs in or upon the said immoveable immediately previous to the registration of said deed whereby the said immoveable was acquired by the said city of Lachine, are hereby notified that application will be made to the said court, on the 17th September, 1915, for a judgment of confirmation of title, and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of Civil Procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to signify, in writing, their oppositions, and file the same in the office of the prothonotary six days at least before the said day, in default of which they will be for ever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,

Deputy prothonotary.

A. S. PELLETIER,

Attorney for the city of Lachine.

Montreal, 14th July, 1915. 4582-32-2

*In the Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Quebec,  
No. 2355.

La "La Cie J. H. Gignac, Limitée", a body politic and corporate having its chief place of business, at Québec, Petitioner.

Notice is hereby given that there has been deposited of the office of the Prothonotary of the Superior Court, of the district of Québec, a deed passed before Alexandre Gauvreau, notary, at Québec, on the 18th day of November, 1910, between "La Cie Paquet, Limitée", a body politic duly incorporated by the Québec Statute

1 Edouard VII, chapitre 75, statut de Québec, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, à la dite requérante, la Cie J. H. Gignac, Limitée, étant une vente par la dite Compagnie Paquet, Limitée, à la dite requérante, "d'un certain lot situé en la paroisse de Saint-Roch de Québec, de forme irrégulière, faisant partie de la ferme de la Vacherie sur la Pointe-aux-Lièvres, en la dite cité de Québec, et étant à peu près les deux cinquièmes sud-est du lot numéro (4) quatre, du cadastre officiel du quartier Saint-Roch de Québec, le dit terrain présentement vendu indiqué au plan annexé à l'acte d'acquisition de Monsieur Napoléon Drouin, l'un des auteurs de la dite venderesse, de l'Honorable commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries de la dite province de Québec, passé devant Joseph Allaire, notaire, à Québec, le deux avril mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et décrit comme suit en anglais au procès-verbal fait par Charles Baillargé, arpenteur, en date du neuf avril mil huit cent soixante-douze, savoir: Je soussigné, arpenteur juré, certifie par les présentes que le 9 avril 1872, j'ai procédé, à la demande de J. G. Bossé, écuyer, à arpenter un certain lot de terre situé dans le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, à la Pointe-aux-Lièvres, sur la rive nord de la rivière Saint-Charles, cet arpentage fait, d'après les instructions que j'ai reçues, dans le but seulement de m'assurer des dimensions et de l'étendue du lot en question, le dit lot faisant face à la rue Dorchester et la rue Jacques-Cartier, par lesquelles il est bordé vers l'est, suivant les lignes B, D, E, où il mesure depuis B à C, 210 pieds, depuis C à E, 705 pieds, vers le nord 278 pieds, depuis E à F, où il est borné par la propriété du Gouvernement provincial, vers l'ouest par la dite rivière Saint-Charles, d'après la ligne de haute marée, le terrain au delà de cette ligne et jusqu'à la ligne de basse marée de la rivière étant incliné et inutile excepté pour des quais le long de la berge, et vers le sud, soit A, B, par la propriété du Gouvernement provincial où elle mesure 35 pieds. La largeur ou la profondeur du lot varie depuis 25 pieds à A, B, jusqu'à 278 pieds à E, F, et est d'une moyenne d'environ 120 pieds, laquelle formant un front de 915 pieds sur les dites rues donne une étendue de 109,800 pieds carrés, le tout mesure anglaise, et tel que montré sur le plan ou diagramme annexé, lesquels sont faits à une échelle de 100 pieds au pouce"; et en la possession de la dite requérante, la Compagnie J. H. Gignac, Limitée, comme propriétaire, pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit lot a été acquis par la dite requérante, sont averties qu'il sera présenté à la dite Cour supérieure, le dixième jour de septembre prochain, une demande en ratification de titre, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du protonotaire de ce district dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Bureau de protonotaire.

ALPH. BOISSONNAULT,  
Dép. P. C. S.

Taschereau, Roy, Cannon & Parent,  
Proc. de la requérante.  
Québec, 22 juillet 1915.

4481—31-2

1 Edward VII, chapter 75, having its principal place of business at Quebec, and the petitioner, "La Cie J. H. Gignac, Limitée", being a sale by the said "Cie Paquet, Limitée", to the said petitioner of "a certain lot situate in the parish of Saint Roch of Quebec, of irregular form, forming part of the farm "de la Vacherie", on Hare Point in the said city of Quebec, and being about the two fifths south east of lot No. (4), of the official cadastre of Saint Roch nord of Quebec, the said property therein sold being shown on a plan annexed to the deed of purchase by Mr. Napoléon Drouin, one of the "auteurs", of the vendor, from the Honourable the Commissioner of Lands, Forests and Fisheries, of the Province of Quebec, passed before Joseph Allaire, notary, at Quebec, on the 2nd day of April, 1898, and described as follows in the proces verbal made by Charles Baillargé, Land Surveyor, dated the 9th April, 1872, to wit: I the undersigned, sworn surveyor of lands do hereby certify that on the ninth day of April, one thousand eight hundred and seventy-two, I proceeded at the request of J. G. Bossé, esq., to survey a certain lot of land situate in Saint Roch's ward, of the city of Quebec, at Hare Point on the right bank of the River Saint Charles, the survey made as per instructions with the view only of ascertaining the dimensions and area of the lot in question said lot facing on Dorchester street, and Jacques-Cartier street, by which it is bounded towards the east along B, D, E, where it measures from B to C, two hundred and ten feet, from C. to E, seven hundred and five feet, towards the north two hundred and seventy eight feet as from E to F, on which it is bounded by the property of the Provincial Government, towards the west by the said river Saint Charles, being the high water line thereof, the ground beyond and down to low water to the normal line of the river being precipitous and useless unless for wharves in all along the bank of the river, towards the south as at A, B, by the property of the Provincial Government, where it measures twenty five feet; the breadth or depth of the lot varies from twenty five feet at A, B, to two hundred and seventy eight feet at E, F, and averages about one hundred and twenty feet, which into nine hundred and fifteen feet the total frontage on the aforesaid streets gives an area of one hundred and nine thousand eight hundred square feet, the whole english measure, and as shown on the annexed plan or diagram which is drawn to a scale of one hundred feet to the inch"; and in the possession of the said petitioner "La Cie J. H. Gignac, Limitée", as owner thereof during the three last years; and all persons claiming any privilege or hypothec on the said immoveable immediately before the registration of the said deed by which the said lot was acquired by the petitioner are notified that on the 10th day of September next, the said petitioner will present to the Superior Court, a demand "en ratification de titre", and unless their claims be such that the Registrar is obliged by the provisions of the Code of Civil Procedure to mention them in his certificate to be produced in this case, they are hereby requested to file their oppositions in writing in the office of the Prothonotary of this district within six days after the said day, and in their default of filing said claims, they will be foreclosed from the right of doing so.

Office of the Prothonotary.

ALPH. BOISSONNAULT,  
Dep. P. S. C.

Taschereau, Roy, Cannon & Parent,  
Attys for petitioner.  
Québec, 22nd July, 1915.

4482—31-2

## Vente pour taxes municipales

## Sale for Municipal Taxes

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES  
—  
PROVINCE DE QUÉBEC  
—  
CITÉ DE SOREL  
—

Avis public est par les présentes donné par le soussigné A. O. Cartier, greffier de la cité de Sorel, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, à dix heures de l'avant-midi, Mardi, le septième jour de Septembre prochain, en la salle publique de l'hôtel-de-ville de la Cité de Sorel, pour taxes et autres redevances municipales, à moins que les dites taxes et autres redevances municipales ne soient payées avec les frais, avant la vente, savoir:

SALE FOR MUNICIPAL TAXES  
—  
PROVINCE OF QUEBEC  
—  
CITY OF SOREL  
—

Public notice is hereby given by the undersigned, A. O. Cartier, city clerk of the city of Sorel, that the real estates after mentioned will be sold, on Tuesday, the seventh day of September next, at the public hall of the city hall of the city of Sorel for municipal taxes and dues, unless the same be paid with costs, before the sale, to wit:

No du Cadastré. — Cadastral No.	Noms des Propriétaires. — Names of the Proprietors.	Profession. — Calling.	Taxes foncières et autres redevances. — Property taxes and other charges.	Intérêts. — Interests.	Frais. — Costs.	Total dû. — Total due.
775	Célanire Boucher, épouse de —wife of W. H. Tranche- montagne. ....	Bourgeois. ....	187.95	11.87	8.48	208.30
Pt. 326	Narcisse Beauchemin. ....	Poissonnier. — Fish dealer. ....	11.00	1.56	1.80	14.36
71-72-73	Succession.—Estate Philip- Boucher. ....	.....	18.00	2.48	3.12	80.60
De 280	do do	Taxe spéciale.—Spe- cial tax. ....	57.00			
765	Napoléon Chevalier. ....	Journalier.—Laborer. .	12.00	1.08	3.57	16.66
399-157	Jean Robert. ....	Agent d'immeubles.— Real estate agent. ....	36.00			
Pt. 158	do do	Taxe spéciale.—Spe- cial tax. ....	36.83	10.36	10.68	93.87
Pt. 342	Delphine Guévremont, Vve Norman Guibault. ....	.....	13.15	1.40	3.12	17.67
33 de	Adéline Landry, Vve.—wi- dow Joseph Thibault. ....	.....	4.50	.54	.90	5.94
280						

Hôtel-de-Ville, Sorel, 14 juillet 1915.

City Hall, Sorel, July 14th 1915.

A. O. CARTIER,

4541-42

Greffier de la cité.—City Clerk.

## AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES

Avis public est par le présent donné que les propriétés immobilières ci-dessous mentionnées seront vendues par moi, en mon bureau, à l'Hôtel-de-Ville de Montréal-Sud, JEUDI, le 17 AOUT 1915, à DIX heures de l'avant-midi, pour réclamations de la ville de Montréal-Sud pour taxes et cotisations qui lui sont dûes; aussi pour taxes scolaires dûes aux Commissaires d'Ecoles de la Commission Scolaire Catholique de Montréal-Sud ainsi qu'aux Commissaires des Ecoles Protestantes des ville et paroisse de Longueuil.

## NOTICE OF SALE OF IMMOVEABLES

Public notice is hereby given that the immoveable properties mentioned below, will be sold by me at my office in the town of Montreal-South, on TUESDAY the 17th day of AUGUST 1915, at TEN o'clock in the forenoon, upon claims by the town of Montreal-South for taxes and assessments due and for school taxes due to the School Commissioners of the Catholic School Board of Montreal-South; and the Protestant School Commissioners of the town and parish of Longueuil.

Numéro du cadastre. Cadastral Number.	Subdivisions	Rue Streets	Propriétaire Imposable Assessed Proprietor	Montant réclamé	Amount Claimed.	Montant réclamé	Amount Claimed.	Total	
				Cotisations annuelles Annual Assessments	Taxes Scolaires School Taxes.				
158	71	Ave Victoria..	James W. White. .	34.02		5.86		39.88	Les frais seront ajoutés avant la vente. — Cost to be added previous to the sale.
158	84	Av. S.-Hélène	Miss Carrie Rowley	23.54		5.77		29.31	
157	18	Ave Hindland	Succ. - Estate James Short.....	6.30		3.85		10.15	
155	19	Ave Joliette..	Mde-Mrs S. Day..	7.99		2.27		10.26	

Pour être vendues à mon bureau, à l'Hôtel-de-Ville de Montréal-Sud, JEUDI, le 17 AOUT 1915, à DIX heures de l'avant-midi. Le montant du prix d'achat à être payé par l'acheteur immédiatement après adjudication d'icelles, conformément à l'article 5763 des Statuts Refondus de la Province de Québec, 1909.

M. M. CONDON,  
Greffier de la Ville.

Bureau du Greffier, Montréal-Sud, P.Q.  
27 juillet 1915

4537-31-2

To be sold at my office in the Town Hall of Montreal South on TUESDAY the 17th day of AUGUST, 1915, at TEN o'clock in the forenoon. The amount of purchase money is to be paid by the purchaser immediately upon the adjudication thereof, according to article 5763, Revised Statutes of Quebec, 1909.

M. M. C NDON,  
Town Clerk.

Town Clerk's Office, Montreal South, P. Q.,  
27th July, 1915.

4538-31-2

## Vente par Encan

Cour Supérieure.

Canada,  
Province de Québec,  
District de Québec.

In re Côté & Frère, Québec, entrepreneurs-menuisiers,  
Insolvables.

Avis est par le présent donne qu'en vertu d'un jugement de cette cour, je procéderai à la vente à l'enchère, à mon bureau 44 et 46 rue Dalhousie, Québec, le 19 AOUT 1915, à 11 heures A. M., des immeubles délaissés, savoir: Les lots numéros (424-425 de 509) quatre-cent vingt-quatre et quatre cent vingt-cinq étant les subdivisions du lot originaire cinq cent neuf du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch Nord de Québec, maintenant quartier Limoilou de la cité de Québec—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances

Le lot numéro (452A de 509) quatre cent cinquante-deux A des subdivisions de 509 cinq cent neuf du cadastre de Saint-Roch Nord en le quartier Limoilou de la cité de Québec—avec les

## Auction Sale

Superior Court.

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Quebec,

In re Côté & Frère, Quebec, master-joiners,  
Insolvents.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of this court, I will sell by auction, at my office, 44 and 46 Dalhousie street, Quebec, on the 19th of AUGUST 1915, at 11th o'clock A. M., the immoveable properties abandoned, to wit: Lots number 424-425 of 509) four hundred and twenty four and four hundred and twenty five being the subdivisions of the originally lot five hundred and nine of the official plan and book of references, of the parish of Saint Roch North, now Limoilou ward of the city of Quebec—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The lot number (452 A of 509) four hundred and fifty two A of the subdivisioris of 509, five hundred and nine upon the official plan and book of references, of Saint Rock North, in Limoilou

bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sujet à un droit de vue mentionné en faveur du dit lot, d'après acte passé devant Mre R. C. de la Chevrotière, N. P., en date du 4 mai 1914.

Le numéro cinq cent neuf subdivision sept cent vingt-cinq A (509-725 A) du cadastre de la paroisse de Saint-Roch, quartier Limoilou, étant un lot ou lopin de terre borné vers le nord-ouest par le numéro 509-725, vers le nord-est par la partie non subdivisée numéro 509 de la Rivière Lairet, et vers le sud-ouest par la Rivière Lairet, et étant de figure irrégulière, contenant en superficie trente-cinq mille six cent pieds anglais—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Les subdivisions 429 à 452 quatre cent vingt-neuf à quatre cent cinquante-deux, et 251 à 274, deux cent cinquante-un à deux cent soixante quatre du lot numéro 232 deux cent trente-deux du cadastre officiel de Charlesbourg, circonstances et dépendances.

J. P. E. GAGNON,  
Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu,  
Québec, le 4 août 1915. 4641—32-2

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Québec.

*In re* J. B. Masson, Saint-Augustin, marchand,  
Insolvable.

Avis est par le présent donné, qu'en vertu d'un jugement de cette cour, je procéderai à la vente à l'enchère, à mon bureau 44 et 46 rue Dalhousie, Québec, le 26 AOUT 1915, à 11 heures A. M., des immeubles délaissés, savoir: La moitié indivise du lot numéro 108 du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Augustin, étant une terre située dans la quatrième concession de la paroisse de Saint-Augustin, mesurant deux arpents et demi de front, plus ou moins sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins, bornée en front au sud au trait carré de la troisième concession au nord au bout de la dite profondeur, à l'est à Louis Meunier et à l'ouest à Amable Marois, circonstances et dépendances avec la même proportion dans les bâtisses dessus construites. La moitié indivise d'une terre située dans la 5ième concession des terres de la paroisse de Saint-Augustin, seigneurie de Fossambault, mesurant un arpent de front sur trente arpents de profondeur plus ou moins, borné en front au chemin public, au nord au bout de la dite profondeur, à l'est à Hector Masson, et à l'ouest à Joseph Fiset et à succession de Fabien Cantin, sauf et excepté la partie ou emplacement appartenant à Joseph Laperrière, étant le dit lopin de terre, maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Augustin, sous le numéro 52. Un terrain situé au quatrième rang de la paroisse de Saint-Augustin, mesurant suivant la clôture du chemin en front 65 pieds de front, sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin public, du 4ième rang, à aller au ruisseau connu des parties, avec une largeur au bout de la dite profondeur au nord de 136 pieds plus ou moins, borné au nord et à l'est à Louis Jobin, au sud au chemin public, à l'ouest à la route centrale, étant le dit emplacement maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre de Saint-

ward, of the city of Quebec—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, subject to a "droit de vue" mentioned in favor of the said lot, in a deed passed before Mre R. C. de la Chevrotière, N. P., dated 4th May, 1914.

The number five hundred and nine subdivision seven hundred and twenty five A (509-725 A) upon the official plan and book of references of the parish of Saint Roch, Limoilou Ward, being one lot or parcel of land, bounded towards the north west by number 509-725, towards the north east by the part not subdivided number 509 of river Lairet, and towards the south west by the river Lairet, and being of irregular form, containing a superficial area of thirty five thousand six hundred feet, english measure, —with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The subdivisions 429 to 452 four hundred and twenty nine to four hundred and fifty two, and 251 to 274 two hundred and fifty one to two hundred and seventy four of lot number 232 two hundred thirty two of the official plan and book of references of Charlesbourg, circumstances and dependencies.

J. P. E. GAGNON,  
Curateur.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,  
Richelieu & Ontario Building.  
Québec, 4th August, 1915. 4642—32-2

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Quebec.

*In re* J. B. Masson, Saint Augustin, merchant,  
Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of this court, I will sell by auction, at my office, 44 and 46 Dalhousie street, Quebec, on the 20th AUGUST, 1915, at 11th o'clock A. M., the immovables properties abandoned, to wit: The individual half of lot No. 108, of the official book and plan of references, for the parish of Saint-Augustin, being a land situated in the fourth range of the parish of Saint Augustin, measuring two arpents and a half in front, more or less on twenty eight arpents in depth, more or less, bounded in front at the south, to the "trait Carré" of the third range, to the north at the end of the said depth, to the east at Louis Meunier and to the west at Amable Marois, circumstances and dependencies with the same proportion in the buildings thereon erected. The individual half of a land situated in the 5th range of the lands of the parish of Saint Augustin, Seigniorie of Fossambeault, measuring one arpent in front on thirty arpents in depth, more or less, bounded in front to the public road, to the north at the end of the said depth, to the east at Hector Masson, to the west at Joseph Fiset and to the estate of Fabien Cantin, save and except the part or emplacement belonging to Joseph Laperrière, the said parcel of land being now known and designated to the official plan and book of reference for the parish of Saint Augustin, under the number 52. A lot of land situated in the fourth range of the parish of Saint Augustin, measuring along the fence of the fronting road, 65 feet in front, on the depth existing from the public road of the fourth range, as far as the brook known of the parties, with a width at the end of the said depth to the north, of 136 feet, more or less, bounded to the north and to the east to Louis Jobin, to the south, to the public road, to the west at the central road, the said emplacement being now known and designated on the official

Augustin, comme étant la partie sud-ouest du No 103 avec maison et autres bâtisses dessus construites.

J. P. E. GAGNON,  
Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 29 juillet 1915. 4614—32-2

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Québec.  
*In re* F. Blouin Enrg., Québec, manufacturiers,  
Insolvables.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de cette cour, je procéderai à la vente à l'enchère, à mon bureau 44 et 46 rue Dalhousie, Québec, le 24 AOUT 1915, à 11 heures A. M. des immeubles délaissés, savoir: Toute cette étendue de terrain portant le numéro quatre cent quarante C (4440 C) du cadastre de Saint-Roch Nord, et comprise entre les numéros quatre cent quarante A et quatre cent quarante B vers le Nord-Est, suivant une ligne établie par le bornage fait de concert par G. B. du Tremblay, arpenteur géomètre de la Canada Cement Construction Company, et F. X. Fafard, arpenteur géomètre de la Quebec Land Company, le 13 janvier 1908, vers le nord, la troisième rue et le numéro 439 et une ligne qui divise ce lot du lot numéro 440 D du cadastre du même endroit et se prolonge vers l'ouest, jusqu'à la ligne de basse marée ou plus exactement jusqu'à la ligne des Commissaires du Havre qui lui sert aussi de borne vers le sud et le sud-ouest, telle qu'indiquée sur un plan de bornage fait à la requisition des Commissaires par l'arpenteur Ware, le 26 septembre, 1849, le tout contenant deux cent quarante et un mille six cent cinquante-neuf pieds en superficie, avec les bâtiments dessus construits et dépendances.

Un certain terrain situé en la cité de Québec, rues Saint-Valier et Colomb, étant les numéros douze cent quatre-vingt-neuf, et douze cent quatre-vingt-dix (1289-1290) du cadastre Jacques-Cartier, de la cité de Québec, avec manufactures et autres bâtisses dessus construites, y compris tous les appareils de chauffage, engins, bouilloires et accessoires.

Deux terrains situés en la cité de Québec, connus sous les numéros quarante-huit et quarante-neuf des subdivisions du lot originaire numéro trois (3-48 et 3-49) des plan et livre de renvoi officiel du cadastre pour la paroisse de Notre-Dame des Anges, et borné comme suit, en front par l'avenue Parent, en arrière par les lots 3-60 et 3-59 du dit cadastre, d'un côté au sud-ouest par Ulric Trudel et de l'autre côté au nord-est par Joseph Hamel, avec maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Deux lots à bâtir sur le Parc Maufile, étant les lots numéros 583-6 et 583-7 du cadastre de la paroisse de Saint-Roch Nord.

Un terrain de figure irrégulière situé dans le bas de la paroisse des Eboulements, mesurant en front un arpent et ayant à la profondeur treize pieds de largeur, plus ou moins, sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir en front de la ligne du chemin de fer Québec & Saguenay, à aller au fleuve Saint-Laurent borné en front vers le nord à la ligne du chemin de fer plus haut cité, en profondeur vers le sud par le fleuve Saint-Laurent à marée basse, du côté est par le terrain de Mme Vve. Nérée Boudreault, et du côté ouest partie

plan and book of references of Saint Augustin, as being south west part of number 103 with a house and other buildings thereon erected.

J. P. E. GAGNON,  
Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,  
Richelieu & Ontario Building.  
Quebec, 29th July, 1915. 4614—32-2

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Montreal.  
*In re* F. Blouin, Regd., Quebec, manufacturers,  
Insolvents.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of this court, I will sell by auction, at my office, 44 and 46 Dalhousie street, on the 24th of AUGUST, 1915, at 11th o'clock A. M., the immovable properties abandoned, to wit: All that extent of land bearing number four hundred and forty C (440C) of the official plan and book of references of Saint Roch North, comprised between the numbers four hundred and forty A and four hundred and forty B towards the north-east, according to a line settled for the boundaries made in concert by G. B. du Tremblay, land surveyor of the Canada Cement Construction Company, and F. X. Fafard, land surveyor of the Quebec Land Company, on January 13th 1908, towards the north, the Third street and the number 439 and a line which divide this lot from the lot number 440 D of the official plan and book of references of the same place, and goes as far, towards the west, as the line of low water, or more exactly till the line of the Harbour Commissioners, which is also used as a boundary towards the south and south-west, as indicated on a plan of boundary made at the request of the Commissioners by the land surveyor Ware, on September 26th, 1849, the whole containing two hundred and forty one thousand and six hundred fifty nine feet in superficial area, with the buildings thereon erected and dependencies.

One certain land situated in the city of Quebec, Saint Valier and Colomb streets, being the numbers twelve hundred and forty nine, and twelve hundred and ninety (1289-1290) of the official plan and book of references of Jacques Cartier, of the city of Quebec, with manufactures and other buildings thereon erected, together with all the heating apparatus, engines, boilers and accessories.

Two lots of land situated in the city of Quebec, known under the numbers forty eight and forty nine of the subdivisions of the originally lot number three (3-48 & 3-49) of the official plan and book of references of the cadastre for the parish of Notre Dame des Anges, and bounded as follows, in front by Parent Avenue, in rear by the lots 3-60 and 3-59 of the said cadastre, on one side to the south west by Ulric Trudel and on the other side to the north east by Joseph Hamel, with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Two lots of land in Maufile Park, being the lots number 583-6 and 583-7 of the cadastre of the parish of Saint Roch North.

One lot of land of irregular outline, situated in the lower part of the parish of Les Eboulements, measuring in front one arpent and having at the depth thirteen feet large, more or less on the depth existing from in front of the Quebec and Saguenay Railway Line to the Saint Lawrence river, bounded in front towards the north at the railway line named above, in depth towards the south, by the Saint Lawrence river at low water, on the east side, by the part of land of Mrs. Nérée Boudreault, and on the west side,

par une route publique et partie par les terrains de Maurice Degagné et Joseph Bouchard ou représentant, avec un autre terrain d'une certaine étendue borné au nord par Maurice Degagné et une ligne imaginaire allant en ligne droite jusqu'au milieu de la rivière des Boudreault, et sud par le fleuve Saint-Laurent à marée basse, à l'est par la partie de terrain de treize pieds de largeur ci-dessus mentionné, propriété de l'acquéreur, à l'ouest par le milieu de la rivière Des Eboulements, tout ce terrain faisant partie du lot numéro quatre cent un (401) du cadastre Des Eboulements, comté de Charlevoix, avec bâtisses dessus construites, et aussi les immeubles appartenant à Fidèle Blouin de Québec. Un certain terrain situé en la cité de Québec, rue Boulevard Langelier, étant les numéros quatre cent, quatre cent un, quatre cent deux (400-401-402) du cadastre pour le quartier Saint-Sauveur avec maison de deux étages dessus construite, portant les numéros municipaux 69 et 71, rue Boulevard Langelier, circonstances et dépendances.

Un certain terrain situé en la paroisse de la Baie Saint-Paul, de forme irrégulière, borné vers le nord-est et le nord-ouest par le chemin public, et comprenant les numéros huit cent vingt-huit, huit cent vingt-neuf et huit cent trente (828-829 et 830) du cadastre officiel de la dite paroisse, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Un lopin de terre situé en la paroisse de la Baie Saint-Paul, rang Saint-Gabriel, contenant un arpent de largeur sur environ dix-huit arpents de profondeur, sans garantie de mesure, comprenant la partie sud du numéro quatorze cent vingt-sept (1427) du cadastre officiel de la paroisse de la Baie Saint-Paul, joignant le terrain d'Euchariste Allard au sud, la rivière des Marres à l'est, le terrain de William Lavoie à l'ouest, et au nord le reste du même lot.

J. P. E. GAGNON,  
Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 4 août 1915.

4645-32-2

part by a public road and part by the parts of land of Maurice Degagné and Joseph Bouchard or representatives, with another part of land of a certain extent bounded to the north by Maurice Degagné and an imaginary line running in straight line till the middle of the river des Boudreault, and to the south, by Saint Lawrence River, at low water at the east, by the part of land of thirteen feet large above mentioned, property of the purchaser, at the west by the middle of the river des Eboulements, the whole lot of land being part of lot number four hundred and one (401) of the official plan and book of references of Les Eboulements, county of Charlevoix, with buildings thereon erected, and also the immovable properties belonging to Fidèle Blouin of Quebec. One certain lot of land situated in the city of Quebec, Boulevard Langelier street, being the numbers four hundred, four hundred and one and four hundred and two (400-401-402) of the official plan and book of references for Saint Sauveur ward, with a two storey house thereon erected, bearing the civic numbers 69 and 71, Boulevard Langelier street, circumstances and dependencies.

A certain lot of land situated in the parish of La Baie Saint Paul, of irregular outline, bounded towards the north east and the north west by the public road, and comprising the numbers eight hundred and twenty eight, eight hundred twenty nine and eight hundred and thirty (828-829 and 830) of the official plan and book of references of the said parish, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

A parcel of land situated in the parish of La Baie Saint Paul, Saint Gabriel range, containing one arpent in width on about eighteen arpents in depth, without guarantee as to the measure, comprising the south part of the number fourteen hundred and twenty seven of the official plan and book of references of the parish of La Baie Saint Paul, joining the part of land of Euchariste Allard, to the south, the river des Marres to the east, the lot of land of William Lavoie to the west, and to the north to the rest of the same lot.

J. P. E. GAGNON,  
Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,  
Richelieu & Ontario Building.  
Quebec, 4th August, 1915.

4646-32-2

### Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*  
Arthabaska, à savoir: } AMABLE BELAN-  
No 208. } GER, Demande-  
deur; contre WILLIAM B. LARIVIERE, Dé-  
fendeur

Deux emplacements situés sur le côté nord-est de la rue Lindsay, dans la ville de Drummondville, connus et désignés au cadastre officiel de la dite ville de Drummondville, pour le quartier Est, sous les Nos 220 et 221—avec les bâtisses y érigées. La vente des dits emplacements à être faite sujette à une vente à réméré du dit immeuble que le défendeur a consentie à Joseph Leduc pour les prix et somme de trois cents piastres, remboursables le 1er novembre 1915, à laquelle date le dit droit de réméré, le tout suivant les conditions

### Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court.—District of Three Rivers.*  
Arthabaska, to wit: } AMABLE BELAN-  
No. 208. } GER, Plaintiff;  
against WILLIAM B. LARIVIERE, Defendant.

Two emplacements situated on the north-easterly side of the Lindsay street, in the town of Drummondville, and known and designated upon the official plan and book of reference of the said town, for the east ward, under Nos. 220 and 221—with the buildings thereon erected. The sale of the said properties to be made subject to a sale (à réméré) that the defendant has consented to Joseph Leduc, for the price of three hundred dollars, reimbursable on the 1st of November, 1915, at which date expires the right of (réméré), the whole according to the conditions mentioned in

portées à l'acte de vente à reméré passé devant M<sup>re</sup> W. A. Moisan, notaire, le 15 avril 1913, et autres conventions postérieures.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Frédéric de Drummondville, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1915, à DIX heures du matin.

J. E. GIROUARD, Sheriff  
Bureau du shérif. Arthabaska, 4 août 1915. 4663—32-2  
[Première publication, 7 août 1915].

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: } **HENRI JALBERT**  
No 267. } Demandeur;  
contre **WILLIAM ABERCROMBIE**, Défendeur.

Une terre connue sous les numéros neuf E (9-E) et dix A (10-A) du cadastre officiel du 9ième rang du canton de Kingsey, contenant environ 130 acres—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Félix de Kingsey, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1915, à MIDI.

J. E. GIROUARD, Sheriff.  
Bureau du shérif. Arthabaska, 4 août 1915. 4665—32-2  
[Première publication, 7 août 1915]

**Ventes par le Shérif—Gaspé**

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Gaspé.*

Percé, à savoir: } **GABRIEL MYLES**, De-  
No 893. } mandeur; contre les terres et héritages de **JOHN alias JACK MYLES**, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Un lot de terre situé dans la municipalité de Pabos, dans le comté de Gaspé—avec une maison, une grange et autres améliorations dessus construites, le dit lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite municipalité comme étant le lot numéro quatre-vingt A (No 80, A), du premier rang de la dite municipalité, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Adélaïde de Pabos, dans le dit comté de Gaspé, JEUDI, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1915, à DEUX heures de l'après-midi.

JAMES T. TUZO, Sheriff.  
Bureau du Shérif. Percé, 2 août 1915. 4589—32-2  
[Première publication, 7 août 1915].

**Ventes par le Shérif—Kamouraska**

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

the said deed of sale (à reméré) passed before M<sup>re</sup> W. A. Moisan, notary, on the 15th day of April, 1913, and to other subsequent agreements.

To be sold at the parochial church door at Saint-Frédéric de Drummondville, the TENTH day of SEPTEMBER next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD, Sheriff.  
Sheriff's office. Arthabaska, 4th August, 1915. 4664—32-2  
[First published, 7th August, 1915].

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: } **HENRI JALBERT**  
No. 267. } Plaintiff; against  
**WILLIAM ABERCROMBIE**, Défendant.

A land known under numbers nine E (9-E) and ten A (10-A) of the official plan and book of reference for the township of Kingsey, containing about 130 acres—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door at Saint Félix de Kingsey, on the NINTH day of SEPTEMBER next, 1915, at TWELVE o'clock, noon.

J. E. GIROUARD, Sheriff.  
Sheriff's office. Arthabaska, 4th August, 1915. 4666—32-2  
[First published, 7th August, 1915].

**Sheriff's Sales—Gaspé**

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Gaspé.*

Percé, to wit: } **GABRIEL MYLES**, Plain-  
No. 893. } tiff; against the lands and tenements of **JOHN alias JACK MYLES**, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant.

A lot of land situate in the municipality of Pabos, in the county of Gaspé—with a house, barn and other improvements thereon erected, the said lot of land being known and designated on the official plan and book of reference of the said municipality as lot number eighty A (No. 80 A), of the first range of the said municipality, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Adélaïde de Pabos, in the said county of Gaspé, on THURSDAY the NINTH day of SEPTEMBER next, 1915, at TWO o'clock in the afternoon.

JAMES T. TUZO, Sheriff.  
Sheriff's Office. Percé, 2nd August, 1915. 4590—32-2  
[First published, 7th August, 1915].

**Sheriff's Sales—Kamouraska**

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

District de Kamouraska, } **Q U E B E C**  
 No 2336. } **G L O V E**  
**LEATHER MFG.,** Demanderesse; vs **LAZARE**  
**COTE,** Isle Verte, Défendeur.

Un terrain ou emplacement faisant partie du lot numéro (198) cent quatre-vingt-dix-huit du cadastre de l'Isle-Verte, mesurant soixante pieds de front au chemin, sur quatre-vingt pieds de profondeur borné au nord et à l'ouest au bailleur, à l'est à Chs Côté, et au sud au chemin—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de l'Isle-Verte, district de Kamouraska, le HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. O. GIRARD,

Bureau du shérif. Shérif.  
 Fraserville, 3 août 1915. 4627—32-2  
 [Première publication, 7 août 1915].

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

District of Kamouraska, } **Q U E B E C**  
 No. 2336. } **G L O V E**  
**MFG.,** Plaintiff; vs **LAZARE COTE,** Isle Verte,  
 Defendant.

A lot or parcel of land forming part of the lot number (198) one hundred and ninety eight of the cadastre of l'Isle-Verte, measuring sixty feet in front, on the road, by eighty feet in depth, bounded on the north and west by the lessor, on the east by Chs Côté, and on the south by the road,—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of l'Isle-Verte, district of Kamouraska, on the EIGHTH day of SEPTEMBER next, 1915, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. O. GIRARD,

Sheriff's office. Sheriff.  
 Fraserville, 3th August, 1915. 4628—32-2  
 [First published, 7th August, 1915].

## Vente par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Mon' réal, à savoir: } **A L E X. B R E M M E R,**  
 No 1806. } **L I M I T E D,** corps  
 politique et incorporé ayant sa principale place  
 d'affaire, dans le cité et distric de Montréal.  
 Demande.e; contre **GEORGE SAMSON** et  
**JOSEPH SAMSON,** tous deux des cité et district  
 de Montréal, et y faisant affaires en société sous  
 la raison sociale de **Samson & frère,** Défendeurs.

Comme appartenant à Georges Samson, l'immeuble suivant, savoir:

La moitié nord-ouest du lot deux cent soixante et onze de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit du village incorporé de la côte Saint-Louis (½ n.-o. 8-271),—avec bâtisses y érigées et servitudes actives et passives, le dit immeuble borné en front sur la rue Saint-Denis.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à MIDI.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
 Montréal, 4 août 1915. 4607—32-2  
 [Première publication, 7 août 1915].

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **H Y D E & S O N S, L I M -**  
 No 3793. } **I T E D,** corps politi-  
 que et dûment constitué en corporation ayant  
 son bureau chef et sa principale place d'affaires  
 en les cité et district de Montréal, Demanderesse;  
 vs **JOSEPH ARTHUR GODIN,** Défendeur.

4. Un emplacement connu et désigné sous le numéro sept cent quarante et un A (741A) du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, avec bâtisses y érigées, le dit emplacement est borné en front par la rue Saint-Denis, mesurant 45 pieds de front et 41 pieds en arrière, par 160 pieds de profondeur, de forme irrégulière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

## Sheriff's Sale—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **A L E X. B R E M M E R,**  
 No. 1806. } **L I M I T E D,** a body  
 politic and corporate, having its chief place of  
 business in the city and district of Montreal,  
 Plaintiff; against **GEORGE SAMSON,** and  
**JOSEPH SAMSON,** both of the city and district  
 of Montreal, and there carrying on business in  
 partnership under the firm name of "**Samson  
 & frère**", Defendants.

As belonging to George Samson, the following immovable, to wit:

The north west half of the two hundred and seventy one, of the official subdivision of lot original number eight of the incorporated village of Côte Saint Louis (n. w. ½ 8-271), — with the buildings thereon erected and the active and passive servitudes, the said immovable fronting on Saint Denis street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of SEPTEMBER next, at TWELVE o'clock (NOON).

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.  
 Montreal, 4th August, 1915. 4608—32-2  
 [First published, 7th August, 1915].

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **H Y D E & S O N S, L I M -**  
 No. 3793. } **I T E D,** a body poli-  
 tic and corporate duly incorporated, having its  
 head office and chief place of business in the city  
 and district of Montreal, Plaintiff, vs **JOSEPH  
 ARTHUR GODIN,** Defendant.

4. An emplacement known and designated under the number seven hundred and forty-one A (741A) of Saint Louis Ward, of the city of Montreal, with the buildings thereon erected, the said emplacement fronting on Saint Denis street and measuring 45 feet in front and 41 feet in rear by 160 feet in depth, of irregular outline.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

A la folle-enchère de Joseph Alexandre Besner, le ci-devant adjudicataire, suivant le jugement de l'Hon. Juge Lafontaine, en date du 7 juin 1915.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.  
Bureau du Shérif. Montréal, 4 août 1915. 4611-32-2  
[Première publication, 7 août 1915].

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } J. JODOIN, Deman-  
No 72. } J. JODOIN, deux; contre les  
terres et tenements de DAME ALEXANDRINE  
AMYOT, veuve de J. A. Magnan dit Lapalme,  
de la cité de Montréal, mais se trouvant actuelle-  
ment entre les mains de Arthur Moreau, curateur  
au délaissement, fait en cette cause.

Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-  
Hubert; connu et désigné comme étant le lot  
numéro huit cent vingt-neuf, de la subdivision  
du lot numéro originaire sept (7-829), des plan  
et livre de renvoi officiels du village incorporé de  
la Côte Saint-Louis.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de  
Montréal, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE  
prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.  
Bureau du Shérif, Montréal, 4 août 1915. 4609-32-2  
[Première publication, 7 août 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } LA BANQUE D'HO-  
No 139. } CHELAGA, corps  
politique et incorporé, ayant sa principale place  
d'affaires en les cité et district de Montréal,  
Demanderesse; contre, ISAAC KAUFMAN &  
H. SHAPIRO, Défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs, les  
immeubles suivants, savoir:

1. Un emplacement connu et désigné comme  
étant le lot numéro deux de la subdivision du lot  
numéro trois cent trente-cinq de la subdivision  
officielle du lot originaire numéro trente-six  
(36-335-2) aux plan et livre de renvoi officiels  
de la paroisse de Montréal, ayant front sur  
l'Avenue Van Horne, dans la ville d'Outremont,  
district de Montréal, avec bâtisses dessus érigées.

2. Le tiers (1/3) indivis d'un lot de terre situé  
dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, cité et dis-  
trict de Montréal, connu et désigné comme étant  
le lot numéro cinq cent sept (507) aux plan et  
livre de renvoi officiels du village incorporé de  
Saint-Jean-Baptiste, le dit lot ayant front sur  
l'Avenue Esplanade, dite cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de  
Montréal, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE  
prochain, à MIDI.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.  
Bureau du shérif. Montréal, 4 août 1915. 4613-32-2  
[Première publication, 7 août 1915].

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } LEANDRE BELAN-  
No 2095. } GER, Demandeur;  
contre, STANISLAS LEVEILLE et DAME  
BERNADETTE DESSUREAU, épouse contrac-  
tuellement séparée de biens de Isidore Le-  
veillé, et le dit Isidore Leveillé pour autoriser  
sa dite épouse aux fins des présentes, Défendeurs.

on the TENTH day of SEPTEMBER, at  
THREE o'clock in the afternoon.

For the false bidding of Joseph Alexandre Bes-  
ner, the previous adjudicataire pursuant to a  
judgment of the Honourable Justice Lafontaine,  
bearing date the 7th June, 1915.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.  
Sheriff's Office. Montréal, 4th August, 1915. 4612-32-2  
[First published, 7th August, 1915].

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } J. JODOIN, Plaintiff;  
No. 72. } J. JODOIN, against the lands  
and tenements of DAME ALEXANDRINE  
AMYOT, widow of J. A. Magnan dit Lapalme,  
of the city of Montreal, but now in the hands of  
Arthur Moreau, curator to the surrender made  
in this cause.

A lot of land fronting on Saint Hubert street,  
known and designated as being the lot number  
eight hundred and twenty nine of the subdivision  
of lot original number seven (7-829), of the official  
plan and book of reference of the incorporated  
village of Côte Saint Louis.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the TENTH day of SEPTEMBER next, at  
TWO o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.  
Sheriff's office, Montréal, 4th August, 1915. 4610-32-2  
[First published, 7th August, 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } LA BANQUE HOCHÉ-  
No. 139. } LAGA, a body poli-  
tic and corporate having its chief place of business  
in the city and district of Montreal, Plaintiff,  
against ISAAC KAUFMAN and H. SHAPIRO,  
Defendants.

Seized as belonging to the said Defendants, the  
following immovable, to wit:

1. An emplacement known and designated as  
being the lot number two of the subdivision of the  
lot number three hundred and thirty-five of the  
official subdivision of the lot original number  
thirty six (36-335-2), upon the official plan and  
book of reference of the parish of Montreal, front-  
ing on Van Horne Avenue, in the town of Outre-  
mont, district of Montreal, with the buildings  
thereon erected.

2. The undivided third (1/3) part of a lot of  
land situate in Saint Jean Baptiste Ward, city  
and district of Montreal, known and designated  
as being the lot number five hundred and seven  
(507) upon the official plan and book of reference  
of the Incorporated Village of Saint Jean Baptiste,  
the said lot fronting on Esplanade Avenue, said  
city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the NINTH day of SEPTEMBER next,  
at TWELVE o'clock (noon).

L. J. LEMIEUX, Sheriff.  
Sheriff's Office. Montréal, 4th August, 1915. 4614-32-2  
[First published, 7th August, 1915].

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } LEANDRE BELAN-  
No. 2095. } GER, Plaintiff;  
against, STANISLAS LEVEILLE and DAME  
BERNADETTE DESSUREAU, wife contrac-  
tually separated as to property of Isidore Leveillé  
and the said Isidore Leveillé to authorize his said  
wife for the purposes hereof, Defendants.

Comme appartenant à la dite défenderesse, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, connu et désigné sous le numéro onze (No 11) de la subdivision officielle numéro onze cent soixante et douze (No 1172) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, dans le comté d'Hochelaga, borné en front par le Boulevard Saint-Laurent, avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.  
Bureau du shérif. Montréal, 4 août 1915. 4617-32-2  
[Première publication, 7 août 1915].

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*  
Montréal, à savoir: } **J. LAKE**, Demandeur;  
No 3199. } **J.** contre A. ADLER,  
Défendeur.

Un lot de terre dans le quartier Saint-Laurent, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent trente et un (331) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, moins la partie d'icelui qui a été détachée pour l'élargissement de la rue Saint-Laurent.

Le dit lot étant borné en front par la rue Saint-Laurent, telle qu'actuellement élargie, en arrière par la rue Clark, d'un côté par le lot trois cent trente et de l'autre côté par le lot trois cent trente-deux des dits plan et livre de renvoi—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.  
Bureau du shérif, Montréal, 4 août, 1915. 4615-32-2  
[Première publication, 7 Août 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*  
Montréal, à savoir: } **ERNEST DORVAL**,  
No 5242. } **E** Demandeur, contre  
**MASTAI PAGNENLO**, Défendeur.

Deux lots de terre sis et situés dans le quartier Laurier de la cité de Montréal, savoir: les lots quinze (15) et seize (16) de la subdivision officielle du lot numéro dix-sept (17) du lot originaire numéro douze (12) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la côte Saint Louis, borné en front par l'Avenue du Parc, avec les bâtisses dessus érigées et ne formant qu'une seule exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.  
Bureau du shérif. Montréal, 4 août, 1915. 4619-32-2  
[Première publication, 7 août 1915].

**MANDAT EN VERTU DE L'ARTICLE 4557 DES STATUTS REFOUNDUS DE LA PROVINCE DE QUEBEC (1888)**  
**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*  
Montréal, à savoir: } **A MUNICIPALITE DE**  
No 4. } **LA VILLE DE**  
**SAINTE-ANNE DE BELLEVUE**, Demanderesse; contre **DAME EDWARD BAYLIS**, Défenderesse.

Seized as belonging to the said Dame Bernadette Dessureau, one of the defendants, the following immovable, to wit:

An emplacement lying and situate in the city of Montreal, district of Montreal, known and designated under the number eleven (No. 11) of the official subdivision of lot number eleven hundred and seventy-two (No. 1172) of the official plan and book of reference of the Incorporated village of Cote Saint Louis bounded in front by Saint Lawrence Boulevard, with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.  
Sheriff's Office. Montreal, 4th August, 1915. 4618-32-2  
[First published, 7th August, 1915].

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*  
Montreal, to wit: } **J. LAKE**, Plaintiff; against  
No. 3199. } **J.** **A. ADLER**, Défendant.

A lot of land in the Saint Lawrence Ward, in the city of Montreal, known and designated as lot number three hundred and thirty one (331) of the official plan and book of reference of the Saint Lawrence Ward, less the portion thereof which has been detached for the widening of Saint Lawrence street.

The said lot being bounded in front by Saint Lawrence Street, as now widened, in rear by Clark street, on one side by lot three hundred and thirty and on the other side by lot three hundred and thirty two of the said official plan and book of reference—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon,

L. J. LEMIEUX, Sheriff.  
Sheriff's office, Montreal, 4th August, 1915. 4616-32-2  
[First published, 7th August, 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*  
Montreal, to wit: } **ERNEST DORVAL**,  
No. 5242. } **E** Plaintiff, against  
**MASTAI PAGNEULO**, Defendant.

Two lots of land lying and situate in Laurier Ward, of the city of Montreal, viz: the lots fifteen (15) and sixteen (16) of the official subdivision of lot number seventeen (17) of lot original number twelve (12) upon the official plan and book of reference of the village of Cote Saint Louis, bounded in front by Du Parc Avenue, with the buildings thereon erected, the whole forming one single plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.  
Sheriff's Office. Montreal, 4th August, 1915. 4620-32-2  
[First published, 7th August, 1915].

**WARRANT UNDER ARTICLE 4557 OF THE REVISED STATUTES OF THE PROVINCE OF QUEBEC (1888)**  
**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*  
Montreal, to wit: } **THE MUNICIPALITY OF**  
No. 4. } **THE TOWN OF SAINTE-ANNE DE BELLEVUE**, Plaintiff; against **DAME EDWARD BAYLIS**, Defendant.

Un lot de terre situé en la ville de Sainte-Anne de Bellevue, portant le numéro cinquante-quatre (54) de la subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-quinze (195) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne du Bout-de-l'Isle, le dit lot de terre ayant front rue Saint-Michel, en la dite ville de Sainte-Anne de Bellevue.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 4 août, 1915. 4621—32-2  
[P. première publication, 7 août 1915.]

MANDAT SUIVANT ARTICLES 4557 DES STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE QUEBEC, (1888)  
FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } LA MUNICIPALITE DE No 1. } LA VILLE DE SAINTE ANNE DE BELLEVUE, Demanderesse; contre la SUCCESSION AUGUSTIN PERREAULT, Défenderesse.

Un lot de terre situé en la ville de Sainte-Anne de Bellevue portant le numéro cent soixante et quatre (164) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne du Bout de l'Isle—avec les bâtisses dessus construites, ayant front sur la rue Saint-Thomas.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 4 Août, 1915. 4623—32-2  
[Première publication, 7 Août 1915.]

MANDAT SUIVANT ARTICLE 4557 DES STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE QUEBEC. (1888).

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } LA MUNICIPALITE No 3. } DE LA VILLE DE SAINTE-ANNE DE BELLEVUE, Demanderesse; contre A. COUSINEAU, Défendeur.

Un lot de terre situé en la ville de Sainte-Anne de Bellevue, portant le numéro cinquante-trois (53), de la subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-quinze (195), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne du Bout de l'Isle. Le dit lot formant le coin de la rue Saint-Michel et de la Montée Sainte-Marie en la dite ville de Sainte-Anne de Bellevue.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 4 août 1915. 4625—32-2  
[Première publication, 7 août 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } HYDE & SONS, LIM- No 3793. } ITED, corps politique et dûment constitué en corporation ayant son bureau chef et sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, Demanderesse; vs JOSEPH ARTHUR GODIN, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Sherbrooke, en la cité de Montréal,—avec maison portant le No 65 rue Sherbrooke-ouest et ses dépendances, connu et désigné le dit emplacement

A lot of land situate in the town of Sainte Anne de Bellevue, bearing the number fifty four (54) of the official subdivision of the lot number one hundred and ninety five (185), upon the official plan and book of reference of the parish of Sainte Anne du Bout de l'Isle, the said lot fronting on Saint Michel street, in the said town of Sainte Anne de Bellevue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of SEPTEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.  
Montreal, 4th August, 1915. 4622—32-2  
[First published, 7th August, 1915.]

WARRANT UNDER ARTICLE 4557 OF THE REVISED STATUTES OF THE PROVINCE OF QUEBEC (1888)  
FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } THE MUNICIPALITY OF No 1. } THE TOWN OF SAINTE ANNE DE BELLEVUE, Plaintiff; against the ESTATE AUGUSTIN PERREAULT, Defendant.

A lot of land situate in the town of Sainte-Anne de Bellevue, bearing the number one hundred and sixty four (164) upon the official plan and book of reference of the parish of Sainte Anne du Bout de l'Isle—with the building thereon erected, fronting on Saint Thomas street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.  
Montreal, 4th August, 1915. 4624—32-2  
[First published, 7th August, 1915.]

WARRANT UNDER ARTICLE 4557 OF THE REVISED STATUTES OF THE PROVINCE OF QUEBEC (1888)

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } THE MUNICIPALITY OF No 3. } CITY OF THE TOWN OF SAINTE ANNE DE BELLEVUE, Plaintiff; against A. COUSINEAU, Defendant.

A lot of land situate in the town of Sainte Anne de Bellevue, bearing the number fifty three (53), of the official subdivision of the lot number one hundred and ninety five (195), upon the official plan and book of reference of the parish of Sainte Anne du Bout de l'Isle. The said lot forming the corner of Saint Michel street and Montée Sainte Marie, in the said town of Sainte Anne de Bellevue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.  
Montreal, 4th August, 1915. 4626—32-2  
[First published, 7th August, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } HYDE & SONS, LIM- No. 3793. } ITED, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city ofn district of Montreal, Plaintiff; vs JOSEPH ARTHUR GODIN, Defendant.

An emplacement fronting on Sherbrooke street, in the city of Montreal—with a house bearing the No. 65, Sherbrooke street west and dependencies thereon, the said emplacement being known

comme étant une partie du lot numéro quatre-vingt-dix-huit (P. 98), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, en la cité de Montréal, mesurant, la dite partie de lot, vingt-six pieds et trois pouces (26 pds et 3 pouces) en front sur la rue Sherbrooke, vingt-cinq pieds sur la ruelle en arrière, cent quinze dans la ligne latérale nord-est et cent vingt-deux pieds et six pouces dans la ligne latérale sud-ouest, le tout plus ou moins, mesure anglaise, et borné comme suit : en front par la rue Sherbrooke, en arrière par une ruelle, d'un côté, au sud-ouest, par la partie du dit lot No 98, constituant le résidu du dit lot et de l'autre côté au nord-est par la partie du dit lot No 98, constituant le résidu nord-est du dit lot 98.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.  
Bureau du shérif, Montréal, 13 juillet, 1915. 4205-29-2  
[Première publication, 17 Juillet 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **D**AME MARIE LOUI-  
No 2900. } SE FALARDEAU,  
de la cité de Westmount, district de Montréal, veuve de feu Fritz Cirkel, Demanderesse; contre les terres et tènements des héritiers du dit feu FRITZ CIRKEL et CHARLES B. FALARDEAU, ès-qualité d'exécuteur testamentaire du dit Fritz Cirkel, Défendeurs.

1. Tous droits, titres et intérêts que les dits héritiers pourraient avoir et posséder dans les constructions érigées sur ce lopin de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, sous les numéros deux cent cinquante-sept et moitié nord-ouest du numéro deux cent cinquante-six de la subdivision officielle du numéro primitif cent soixante-trois (163-257 et  $\frac{1}{2}$  n.-o. 256) et sujet à toutes réclamations, droit de propriété et autres droits de la "Canada Industrial Company (Limited)", laquelle compagnie est la propriétaire enregistrée et en possession du terrain nu du dit immeuble situé sur le Grand Boulevard, dans le quartier Notre-Dame de Grâce, cité de Montréal;

2. Tous droits, titres et intérêts que les dits héritiers pourraient avoir et posséder dans les constructions érigées sur ce lopin de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro deux cent cinquante-quatre de la subdivision officielle du numéro primitif cent soixante-trois (163-254) et sujet à toutes réclamations, droit de propriété et autres droits de la "Canada Industrial Company (Limited)", laquelle compagnie est la propriétaire enregistrée et en possession du terrain nu du dit immeuble, situé sur le Grand Boulevard, dans le quartier Notre-Dame de Grâce, cité de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.  
Bureau du shérif, Montréal, 14 juillet 1915. 4231-29-2  
[Première publication, 17 juillet 1915.]

and designated as forming part of the lot number ninety eight (Pt. 98) of the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, in the city of Montreal, and measuring, the said part of lot, twenty six feet and three inches (26 ft and 3 inches) in front on Sherbrooke street, twenty five feet in rear on the lane, one hundred and fifteen feet on the north east lateral line and one hundred and twenty two feet and six inches on the south west lateral line, the whole more or less, english measure, and bounded the said emplacement as follows: in front by Sherbrooke street, in rear by a lane, on one side, to the south west, by that part of said lot No. 98, constituting the residue of said lot and on the other side to the north east by that part of said lot No. 98, constituting the north east residue of said lot No. 98.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.  
Sheriff's office, Montreal, 13th July, 1915. 4206-29-2  
[First published, 17th July, 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montréal, to wit: } **D**AME MARIE LOUI-  
No. 2900. } SE FALARDEAU,  
of the city of Westmount, district of Montreal, widow of the late Fritz Cirkel, Plaintiff; against the lands and tenements of the heirs of said FRITZ CIRKEL and CHARLES B. FALARDEAU, in his capacity of testamentary executor of said Fritz Cirkel, Defendants.

1. All the rights, titles and interests which the said heirs may have and hold in the constructions erected upon that certain parcel of land known and designated upon the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, under the numbers two hundred and fifty seven and north west half of number two hundred and fifty six of the subdivision of the lot original number one hundred and sixty-three (163-257 and n. w.  $\frac{1}{2}$  of 256), and subject to all claims, rights of ownership and other rights of the Canada Industrial Company (Limited), the said company being the registered owner and in possession of the land only on which said constructions are erected, said immovable being situated on Grand Boulevard, in Notre Dame de Grâce ward, city of Montreal.

2. All the rights, titles and interests which the said heirs may have and hold in the constructions erected upon that certain parcel of land known and designated upon the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, under the number two hundred and fifty four of the official subdivision of the lot original number one hundred and sixty three (163-254) and subject to all claims, rights of ownership and other rights of the Canada Industrial Company (Limited), the said company being the registered owner and in possession of the land only on which said constructions are erected, said immovable being situated on Grand Boulevard, in Notre Dame de Grâce ward, city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.  
Sheriff's office, Montreal, 14th July, 1915. 4232-29-2  
[First published, 17th July, 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **LOUIS MERCILLE,**  
No 4640. } Demandeur; contre  
les terres et tènements de **WILLIAM H. CHE-**  
**NERRY, Défendeur.**

1. Une terre située et sise en la paroisse de Saint-Hubert, du côté nord-est du chemin de la Grande Ligne, de forme irrégulière, mesurant cinquante et un arpents, environ, en superficie, sans garantie de contenance précise, l'excédant ou déficit au bénéfice ou à la perte de l'acheteur, et connue et désignée sous le numéro cent cinquante-neuf (159) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert, dans le comté de Chambly; bornée en avant par la chemin de la Grande Ligne, en arrière et du côté nord-ouest par la terre portant le numéro officiel 158, et de l'autre côté, au sud-est, par la terre numéro officiel 160—avec les bâtisses dessus construites.

2. Une terre située et sise en la paroisse de Saint-Hubert, du côté nord-est du chemin de la Grande Ligne, mesurant trois arpents en largeur par trente arpents en profondeur, plus ou moins et sans garantie de contenance précise, l'excédant ou le déficit devant être au bénéfice ou à la perte de l'acheteur, connue et désignée sous le numéro cent soixante (160), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert, dans le comté de Chambly; bornée en avant par le chemin de la Grande Ligne, en arrière par la terre numéro officiel 158 et le chemin de fer du Vermont Central; du côté nord-ouest, par les lots numéros officiels 159 et 158, et de l'autre côté, au sud-est, par la terre numéro officiel 161—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Hubert, le DIX-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 14 juillet 1915. 4233—29-2  
[Première publication, 17 juillet 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.*

Montréal, à savoir: } **THE TRUST AND**  
No 76. } **LOAN COMP-**  
**ANY OF CANADA,** corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec en la cité et le district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tènements de **HORMISDAS BENOIT, Défendeur.**

Un lot de terre ayant front sur la rue Christophe Colomb, en la cité de Montréal, connu et designé sous le numéro deux cent un de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-huit (488-201), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec les bâtisses dessus construites et avec usage de la ruelle en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cite de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 14 juillet 1915. 4235—29-2  
[Première publication, 17 juillet 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **LOUIS LACHANCE,**  
No 806. } Demandeur; contre  
les terres et tènements de **JOSEPH PAQUETTE,**  
Défendeur.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **LOUIS MERCILLE,**  
No. 4640. } Plaintiff; against  
the lands and tenements of **WILLIAM H. CHEN-**  
**ENERRY, Defendant.**

1. A farm situate and lying in the parish of Saint Hubert, on the north east side of the Grande Ligne Road, of irregular shape, measuring fifty one arpents, or about, in superficial area, without any warranty as to precise measurement, the more or less to be to the benefit or loss of the purchaser, and known and designated under the number one hundred and fifty nine (159), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Hubert, in the county of Chambly; bounded in front by the Grande Ligne Road, in depth and on the north west side by the farm official number 158, and on the other side to the south east by the farm official No. 160—with the buildings thereon erected.

2. A farm situate and lying in the parish of Saint Hubert, on the north east side of Grande Ligne Road, measuring three arpents wide by thirty arpents depth more or less without any warranty as to precise measurement the more or the less to be to the benefit or loss of the purchaser, and known and designated under the number one hundred and sixty (160), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Hubert, in the county of Chambly; bounded in front by the Grande Ligne Road, in depth by the farm official No 158 and the Railway line of the Central Vermont, on the north west side by the lots official Nos 159 and 158, and on the other side to the south east, by the farm official No. 161—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Saint Hubert, on the NINETEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 14th July, 1915. 4234—29-2  
[First published, 17th July, 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.*

Montréal, to wit: } **THE TRUST AND**  
No. 76. } **LOAN COMP-**  
**ANY OF CANADA,** a body politic and corporate duly incorporated, having its chief place of business for the province of Quebec in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **HORMISDAS BENOIT, Defendant.**

A lot of land fronting on Christophe Colomb street, in the city of Montreal, known and designated under the number two hundred and one of the subdivision of the lot original number four hundred and eighty-eight (488-201), upon the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet—with the buildings thereon erected and with the use of the lane in rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 14th July, 1915. 4236—29-2  
[First published, 17th July, 1915.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **LOUIS LACHANCE,**  
No. 806. } Plaintiff; against  
the lands and tenements of **JOSEPH PAQUETTE,**  
Defendant.

Tous les droits réels et immobiliers, actuels, futurs ou éventuels que le dit Défendeur a ou peut avoir dans un lot de terre situé dans le quartier Longue-Pointe, en la cité de Montréal; borné en front par la rue Vianney, ci-devant DeRocheblave, et originairement appelée rue Saint-Pierre, connu et désigné le dit lot de terre, sous le numéro quatre-vingt-cinq de la subdivision officielle du lot numéro quatre cents (Nos 400-85) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, mesurant vingt-cinq pieds de front par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—sans bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.

Bureau du shérif, Montréal, 12 juillet 1915. 3949—27-2  
[Première publication, 3 juillet 1915 nulle.]  
[Première publication, 17 juillet 1915.]

All the real and immoveable, actual, future or contingent rights which the said Defendant holds or may hold in a lot of land situate in Longue-Pointe ward, in the city of Montreal; bounded in front by Vianney street, formerly DeRocheblave, and originally called Saint Pierre street, known and designated the said lot of land, under the number eighty five of the official subdivision of the lot number four hundred (No. 400-85), of the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, measuring twenty five feet in front by ninety feet in depth, more or less, english measure—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of AUGUST next, at FOUR o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.

Sheriff's office, Montreal, 12th July, 1915. 3950—27-2  
[First published, 3rd July, 1915 null.]  
[First published, 17th July, 1915].

### Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. *Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.* Trois-Rivières, à savoir: } DAME ANNA LE-  
No 119. } MAY, épouse  
de feu Joseph Victor Moise Milot, Demanderesse; vs ELZEAR RINGUETTE, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir: Un emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Alexis des Monts, contenant quatre-vingt pieds de largeur sur la profondeur qu'il y a du chemin de front de la concession jusqu'à la rivière du Loup, tenant en front au dit chemin, à la profondeur à la rivière du Loup, d'un côté au terrain de Adolphe Lacoursière représentant Elie Pratte, et de l'autre côté aux emplacements de veuve Léon Paquin, représentant Hilaire Paquin, d'Adolphe Lemay et de Joseph Victor Milot ou représentant—avec bâtisses dessus construites, le dit emplacement faisant partie du lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du canton Hunterstown, dans le comté de Maskinongé, sous le numéro deux cent vingt-trois (Pte. No 223).

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alexis des Monts, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

WILLIE LARIVIERE,

Bureau du shérif. Député shérif  
Trois-Rivières, 4 août 1915. 4629—32-2  
[Première publication, 7 août 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS. *Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.* Trois-Rivières, à savoir: } CHARLES EDOUARD  
No 1179. } GAUVIN, De-  
mandeur; contre JULES BEAUDET, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir: Un lot de terre ou emplacement situé au village de la paroisse du Cap de la Madeleine, à la concession du Fleuve, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent trente et un (P. No 131) au cadastre officiel de la dite paroisse du Cap de la Madeleine, comté de Champlain, et borné comme suit: en avant, au front, par les

### Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. *Superior Court.—District of Three Rivers.* Three Rivers, to wit: } DAME ANNA LE-  
No. 119. } MAY, wife of the late  
Joseph Victor Moise Milot, Plaintiff; vs ELZEAR RINGUETTE, Defendant.

As belonging to said defendant, to wit: An emplacement lying and situate in the parish of Saint Alexis des Monts, containing eighty feet in width by whatever depth there may be from the concession front road to the river du Loup, bounded in front by the said road, in depth by the river du Loup, on one side by the land of Adolphe Lacoursière representing Elie Pratte, and on the other side by the emplacements of widow Leon Paquin, representing Hilaire Paquin, of Adolphe Lemay and of Joseph Victor Milot or representative—with buildings thereon erected, the said emplacement forming part of the lot of land known and designated upon the official plan and book of reference of the township of Hunterstown, in the county of Maskinongé, under the number two hundred and twenty three (Pt. No. 223).

To be sold at the church door of the parish of Saint Alexis des Monts, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

WILLIE LARIVIERE,

Sheriff's office. Deputy sheriff.  
Three Rivers, 4th August, 1915. 4630—32-2  
[First published, 7th August, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS *Circuit Court.—District of Three Rivers.* Three Rivers, to wit: } CHARLES EDOUARD  
No. 1179. } GAUVIN, Plaintiff;  
against JULES BEAUDET, Defendant.

As belonging to said Defendant, to wit: One piece of land or lot situated in the village of the parish of Le Cap de la Magdeleine, in range du Fleuve, being a part of lot of land known and designated as number one hundred and thirty one (P. No. 131) upon the official cadastre of said parish of Cap de la Magdeleine, in the county of Champlain, and bounded as follows: in front by

1943

emplacements appartenant à Isaac Trépanier, Cyrille Perreault et C. N. DeBlois, du côté est par Gédéon Toupin, du côté ouest par Philippe Loranger et en arrière, à la profondeur par Onésime Toupin—avec toutes les bâtisses construites sur le terrain ci-haut vendu, avec le moulin à farine et tous les accessoires du dit moulin.

A distraire du dit emplacement en faveur de Joseph Lanouette, suivant acte du sept juillet 1911, devant L. P. Mercier, N. P., un lopin de terre au nord-est du susdit lot et renfermé dans les limites suivantes; borné en front par le terrain ci-dessus vendu et étant cette partie servant de chemin de passage pour aller et sortir du terrain ci-haut vendu au chemin public, du côté est par Gédéon Toupin, du côté ouest et en profondeur en arrière par le terrain ci-haut vendu, mesurant quarante pieds de largeur par soixante et dix pieds de profondeur dans la ligne de Gédéon Toupin et quarante-neuf pieds de profondeur dans la ligne du terrain ci-haut vendu pour communiquer au chemin public; l'acquéreur aura le droit de passage sur le lot de terre appartenant à Cyrille Nestor Perreault, marchand, du Cap de la Madeleine, et qui fait aussi partie du lot de terre No 131 du dit cadastre, tel et de la manière que le vendeur Joseph Lanouette en a joui jusqu'à ce jour.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie Madeleine, du Cap de la Madeleine, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 14 juillet 1915. 4267—29-2  
[Première publication, 17 juillet 1915.]

### Avis du Gouvernement

#### The Singer's Fit-Rite Shoe Company, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2 août 1915, constituant en corporation MM. Max Singer, marchand, William Luxenburg, marchand, Miriam Goldenberg, épouse séparée de biens de Max Singer, et par lui dûment autorisée, Louis Wisse, négociant, et Morris Shulman, commis, de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire le commerce, en gros et au détail, de toutes les sortes de chaussures, bottes, claques, cuirs et de toutes espèces d'effets, denrées et marchandises s'y rapportant;

Importer et exporter, acheter et vendre, engager et autrement disposer de ces marchandises;

Exercer aucun autre genre de commerce, en rapport avec le susdit, que la présente compagnie jugera avantageux pour le bénéfice de la dite corporation;

Acquérir par achat ou autrement, vendre, échanger, louer, améliorer et perfectionner aucune propriété mobilière ou immobilière que la compagnie estimera nécessaire à son commerce;

Acquérir par achat ou autrement, vendre, échanger, céder à bail ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'achalandage, des droits, de l'actif et du passif d'aucune personne, société ou corporation engagées dans un commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, et plus particulièrement, acquérir et prendre charge, à titre de commerce en opération, de l'actif, de la clientèle, du passif et des affaires

the land belonging to Isaac Trépanier, Cyrille Perrault et C. N. DeBlois, on the east side, by Gédéon Toupin, on the west side by Philippe Loranger and in rear at the depth by Onésime Toupin—with all the buildings erected on the land erected herein above sold, also with the flour mill and all accessories thereof.

To be deducted from said lot in favor of Joseph Lanouette, according to a deed bearing date of seventh day of July, 1911, before L. P. Mercier, N. P., a piece of land north east of lot aforesaid and enclosed within the following limits; bounded in front by the land hereinabove sold and being that part used as a way to and from the lot hereinabove sold, to the public highway, on the east side by Gedeon Toupin, on the west side and in depth in rear by the land hereinabove sold, containing forty feet in width by seventy feet in depth in the line of Gédéon Toupin and forty nine feet in depth in the line of the lot hereinabove sold leading to the public highway; the purchaser will be entitled to a right of way across the lot of land belonging to Cyrille Nestor Perreault, merchant, of Le Cap de la Magdeleine, which is also a part of the piece of land No 131 on said cadastre, in such manner and in the same way as the vendor Joseph Lanouette has been entitled to it up to the present time.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie Magdeleine, du Cap de la Madeleine, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Three Rivers, 14th July, 1915. 4268—29-2  
[First published, 17th July, 1915.]

### Government Notices

#### The Singer's Fit-Rite Shoe Company, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1915, incorporating Messrs. Max Singer, merchant, William Luxenburg, merchant, Miriam Goldenberg, wife separate as to property of Max Singer, and by him duly authorized, Louis Wisse, trader, and Morris Shulman, clerk, of Montreal, for the following purposes:

To deal, wholesale and retail in all kinds of boots, shoes, rubbers, leathers and all kinds of goods, wares and merchandise, connected with the above;

To import and export, buy and sell, pledge and otherwise dispose of such goods;

To carry on any other kind of business in connection with the above, which the present company may deem advisable for the benefit of the said company;

To acquire by way of purchase or otherwise, sell, exchange, lease, ameliorate and improve any movable or immovable property which the company may deem necessary for its business;

To acquire in whole or in part, by purchase or otherwise, sell, exchange, lease or otherwise dispose of, the goodwill, rights, assets and obligations of any person, partnership or company engaged in any business which the present company is authorized to carry on, and more particularly to acquire and take over as a going concern, the assets, goodwill and obligations, the business carried on by the firm of the "Singer's

actuellement conduites par la société "Singer's Fit-Rite Shoe Company", et payer les propriétaires de la dite raison sociale soit en deniers soit avec du capital pleinement acquitté de la dite corporation;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre relativement à la formation et à l'organisation de la présente corporation et en rapport avec le placement des actions du capital-social de la présente compagnie, aussi, dans la vente et l'écoulement de sa marchandise, soit en argent comptant, soit en parts acquittées de la compagnie, ou des deux manières

Faire connaître le commerce de la présente compagnie au moyen d'annonces dans les journaux, lettres, circulaires, ou autre procédé;

Tirer, rédiger, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, des chèques, lettres de change, traites et autres documents négociables ou non-négociables;

Vendre et disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété mobilière ou immobilière de la compagnie en compensation de ce qu'elle jugera convenable;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, aucun de ses biens;

Mettre la totalité ou aucune partie du capital de la présente corporation comme entièrement libéré et non sujet à appel, en paiement de la propriété mobilière ou immobilière, de l'achalandage ou d'aucun autre effet d'actif acquis par elle;

Faire toutes choses, avoir la jouissance de tous les pouvoirs et l'exercice d'aucun commerce conduisant à la réalisation des fins pour lesquelles la compagnie est incorporée, sous le nom de "The Singer's Fit-Rite Shoe Company, Limited", avec un fonds social de quarante-neuf mille (\$49,000.00) piastres, divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent (\$100.00) chacune

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,

4599—32-2 Sous-secrétaire de la province.

**Chronicle Press Company, Incorporated.**

Avis est donné au public, que en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuf juillet 1915, constituant en corporation MM. Robert Bartholomew, imprimeur et éditeur, Thomas MacRæ, gentilhomme, Henry Alvin Warby, électricien, Horace Henry Pope, négociant, et Cyrus Melvin MacRæ, marchand, de Cookshire, pour les fins suivantes:

Acheter et acquérir à titre d'industrie en opération, les affaires de la "Chronicle Printing Company", société enregistrée faisant affaires en la ville de Cookshire; exercer l'industrie d'imprimeurs, éditeurs, libraires et papetiers dans toutes ses ramifications;

Acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière convenant et nécessaire au commerce et à l'exploitation de la corporation, sous le nom de "Chronicle Press Company, Incorporated", avec un fonds social de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en trois cents actions (300), de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la ville de Cookshire.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,

4601—32-2 Sous-secrétaire de la province.

Fit-Rite Shoe Company", and to pay the owners of the said firm either in cash and or in fully paid up capital stock in the said company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in regard to the formation of this company and its promotion and in regard to the disposing of the shares of the capital stock of this company, and for the selling and disposing of its merchandise either in cash or by fully paid capital stock of the company or by both;

To make the business of this company known by advertisements in the news-papers, letters, circulars or otherwise;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, cheques, bills of exchange, drafts and other negotiable and non-negotiable instruments;

To sell or dispose of the whole or any part of the property, moveable or immoveable of the company for such consideration as the company may deem fit;

To distribute among the shareholders of the company, in kind any property of the company;

To issue the whole or any part of the stock of this company as fully paid up and non-assessable in payment of any property, moveable or immoveable, goodwill or other assets acquired by the company;

To do all the acts and to enjoy all powers, and to carry on any business conducive to the attainment of the objects for which this company is incorporated, under the name of "The Singer's Fit-Rite Shoe Company, Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of August 1915.

C. J. SIMARD,

4600—32-2 Deputy Provincial Secretary.

**Chronicle Press Company, Incorporated.**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty nine of July, 1915, incorporating Messrs. Robert Bartholomew, printer and publisher, Thomas MacRæ, gentleman, Henry Alvin Warby, electrician, Horace Henry Pope, trader, and Cyrus Melvin MacRæ, merchant, of Cookshire, for the following purposes:

To purchase and acquire as a going concern the affairs of the "Chronicle Printing Company", a registered partnership doing business at the town of Cookshire; to carry on the business of printers, editors, publishers and stationers in all its branches;

To acquire any property moveable or immoveable suitable and necessary for the trade and exploitation of the company, under the name of "Chronicle Press Company, Incorporated", with a capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into three hundred (300) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the town of Cookshire.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,

4602—32-2 Deputy Provincial Secretary

## ARRETÉS EN CONSEIL

No 879.

*Copie du rapport d'un comité du Conseil exécutif en date du 3 août 1915 et approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 5 août 1915.*

CONCERNANT L'ANNEXION, POUR LES FINS DE LA LOI ÉLECTORALE, DE CERTAINS TERRITOIRES NON ORGANISÉS DU DISTRICT ÉLECTORAL DE RIMOUSKI.

L'honorable Premier Ministre, dans un mémoire en date du 3 août 1915, recommande au Lieutenant-Gouverneur en conseil de se prévaloir des pouvoirs que lui confère l'article 192a des S. R. Q., 1909, et en conséquence d'annexer, pour les fins de la loi électorale de Québec, à la municipalité de la paroisse de Saint-Gabriel, située dans le district électoral de Rimouski, les rangs 2, 3 et 4 du canton Ouimet, ainsi que la partie des rangs 2, 3 et 4 du canton Massé, qui se trouve située dans le dit district.

(Certifié)

A. MORISSET,  
Greffier du Conseil exécutif.

No 880.

*Copie du rapport d'un comité du Conseil exécutif en date du 3 août 1915 et approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 5 août 1915.*

CONCERNANT L'ANNEXION, POUR LES FINS DE LA LOI ÉLECTORALE, DE CERTAINS TERRITOIRES NON ORGANISÉS DU DISTRICT ÉLECTORAL DE LABELLE.

L'honorable Premier Ministre, dans un mémoire en date du 3 août 1915, recommande au Lieutenant-Gouverneur en conseil de se prévaloir des pouvoirs qui lui confère l'article 192a des Statuts refondus, 1909, et en conséquence d'annexer, pour les fins de la loi électorale de Québec: 1. les rangs VI et VII et les lots 1 à 20, inclusivement, du rang sud-est du canton Rochon, situés dans le district électoral de Labelle, à la municipalité de la partie est du canton Campbell, située aussi dans le dit district; 2. les lots 1 à 5, inclusivement, du canton Major, situés dans le district électoral de Labelle, à la municipalité des cantons unis de Wurtele, Moreau et Gravel, située dans le même district.

Certifié,

A. MORISSET,  
Greffier du Conseil exécutif.

No 1019.

*Copie du rapport d'un comité du Conseil exécutif en date du 4 août 1915 et approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 5 août 1915.*

CONCERNANT L'ANNEXION, POUR LES FINS DE LA LOI ÉLECTORALE, DE CERTAIN TERRITOIRE NON ORGANISÉ DU DISTRICT ÉLECTORAL DE LOTBINIERE.

L'honorable Premier Ministre, dans un mémoire en date du 4 août 1915, recommande au Lieutenant-Gouverneur en conseil de se prévaloir des pouvoirs que lui confère l'article 192a des Statuts refondus 1909, et en conséquence d'annexer pour les fins de la loi électorale de Québec, à la municipalité de la paroisse de Sainte-Philomène-de-Forterville, située dans le district électoral de Lotbinière, la partie non organisée du No 723 du cadastre de la Seigneurie de Deschailions, qui se trouve située dans le dit district.

(Attesté)

A. MORISSET,  
Greffier du Conseil exécutif.

4669

## ORDERS IN COUNCIL.

No. 879.

*Copy of the report of a Committee of the Executive Council bearing date the 3rd August, 1915, and approved by the Lieutenant Governor on the 5th August, 1915.*

RESPECTING THE ANNEXATION FOR THE PURPOSES OF THE QUEBEC ELECTION ACT, OF CERTAIN UNORGANIZED TERRITORIES OF THE ELECTORAL DISTRICT OF RIMOUSKI.

The Honourable, the Prime Minister, in a report bearing date the 3rd August, 1915, recommends the annexation, by the Lieutenant Governor in Council, in and by virtue of the provisions of article 192a of the Q. R. S., 1909, for the purposes of the Quebec Election Act, to the municipality of the parish of Saint Gabriel, dituate in the electoral district of Rimouski, of ranges 2, 3 and 4 of the township of Ouimet, and also that portion of ranges 2, 3 and 4 of the township of Masse situate in the said district.

Certified,

A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

No. 880.

*Copy of the report of the Committee of the Executive Council bearing date the 3rd August, 1915, and approved by the Lieutenant Governor on the 5th August, 1915.*

RESPECTING THE ANNEXATION FOR THE PURPOSES OF THE QUEBEC ELECTION ACT, OF CERTAIN UNORGANIZED TERRITORIES OF THE ELECTORAL DISTRICT OF LABELLE.

The Honourable the Prime Minister, in a report bearing date the 3rd August, 1915, recommends the annexation, by the Lieutenant Governor in Council, in and by virtue of the provisions of article 192a of the Revised Statutes, 1909, for the purposes of the Quebec Election Act, 1. Of ranges VI and VII and lots 1 to 20, both inclusive, of the south east range of township of Rochon, situated in the electoral district of Labelle, to the municipality of the east part of Township Campbell, also situate in the said district. 2. Of the lots 1 to 5, both inclusive, of the Township of Mayor, situate in the electoral district of Labelle, to the municipality of the United Township of Wurtele, Moreau and Gravel, situate in the same district.

Certified,

A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

No. 1019.

*Copy of the report of a Committee of the Executive Council bearing date the 4th August, 1915, and approved by the Lieutenant Governor on the 5th August, 1915.*

RESPECTING THE ANNEXATION FOR THE PURPOSES OF THE QUEBEC ELECTION ACT, OF A CERTAIN UNORGANIZED TERRITORY OF THE ELECTORAL DISTRICT OF LOTBINIERE.

The Honourable the Prime Minister, in a report bearing date the 4th August, 1915, recommends the annexation, by the Lieutenant Governor in Council, in and by virtue of the provisions of article 192a of the Revised Statutes, 1909, for the purposes of the Quebec Election Act, to the municipality of the parish of Sainte Philomene de Forterville, situate in the electoral district of Lotbinière, of the unorganized portion of lot No. 723 of the cadastre of the Deschailions Seigniory, situate in the said district.

Certified,

A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

4670

1050-15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 4 août 1915.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté en date du 25 juin dernier, 1915, de détacher de la municipalité scolaire de Témiscamingue-Nord, dans le comté de Témiscamingue, les lots Nos 10 à 55 du rang 1, 1 à 55 des rangs 11 et 111, les lots 45 à 55 des rangs IV, V et VI, inclus, du canton Nédélec, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Nédélec".

4659

## Avis Divers

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No. 508. Avis est par le présentes donné que Dame Clara Rosenthal, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alexandre Schachter, agent du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, poursuivi son mari en séparation de biens.

R. G. DE LORIMIER,  
Procureur de la Demanderesse.  
Montréal, 4 août 1915. 4657-32-2

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Saint-Hyacinthe.  
No 137.

Dame Delima Bouthillette, de la paroisse de Sainte-Rosalie, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Wilfrid Millette, cultivateur du dit lieu de Sainte-Rosalie, dit district, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour intenté une action en séparation de biens contre son mari.

LUSSIER & GUIMONT,  
Procureurs de la demanderesse.  
Saint-Hyacinthe, 2 août 1915. 4667-32-2

## Avis de Faillites

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Gaspé.  
No 925.

Re Alfred LeMarquard, marchand, Chandler,  
Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 31ème jour de juillet 1915, nous avons été nommés curateurs en cette affaire et M. Frédérick A. Todd, gérant de "Canadian Consolidated Rubber Co. Ltd", de Montréal, inspecteur.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit insolvable sont requises de les produire dûment attestées sous serment, sous trente jours de cette date.

LARUE, TRUDEL & PICHER,  
Curateurs.  
Bureaux: "Edifice Dominion",  
126, rue Saint-Pierre, Québec.  
Québec, 2 août 1915. 4583

1050-15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 4th August, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor, has been pleased, by order in council bearing date the 25th June ultimo, 1915, to detach from the school municipality of Témiscamingue-Nord, in the county of Témiscamingue, the lots Nos 10 to 55 of range 1, 1 to 55 of ranges 11 and 111, the lots 45 to 55 of ranges IV, V and VI, inclusively, of the township of Nédélec, and to erect to whole of above territory into a distinct school municipality under the name of "Nédélec".

4660

## Miscellaneous Notices

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 508. Notice is hereby given that Dame Clara Rosenthal, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alexander Schachter, of the same place, agent, duly authorized "à ester en justice", has this day, sued her husband for separation as to property.

R. G. DE LORIMIER,  
Attorney for Plaintiff.  
Montreal, 4th August, 1915. 4658-32-2

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Saint Hyacinthe.  
No. 137.

Dame Delima Bouthillette, of the parish of Sainte-Rosalie, district of Saint-Hyacinthe, wife common s to property of Wilfrid Millette, farmer, of the said place of Sainte-Rosalie, daid distri duly authorized à ester en justice, has this day, instituted an action ss to property against her said husband.

LUSSIER & GUIMONT,  
Attorney for plaintiff.  
Saint Hyacinthe, 2nd August, 1915.  
4668-32-2

## Bankrupt Notices

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Gaspé.  
No. 925.

Re Alfred LeMarquard, merchant, Chandler,  
Insolvent.

Notice is hereby given that on 31st July, 1915, we have been appointed curators and M. Frédérick A. Toodd, manger of "Canadian Consolidated Rubber Co., Ltd, of Montreal, Inspector.

All parties having claims against the said insolvent are requested to fyle same duly attested under oath within thirty days (30) from this date.

LARUE TRUDEL & PICHER,  
Curators.  
Offices: "Dominion Building"  
126, Saint Peter street, Quebec.  
Quebec, 2nd August, 1915. 4584

Province de Québec,  
District de Québec.

*In re* dissolution de société feu Jean Alp. Tourangeau et Siméon Harpe, faisant affaires sous le nom de "Harpe & Compagnie".

Avis est par le présent donné que le 8 juillet 1915, par jugement de la Cour supérieure, district de Québec, le soussigné a été nommé liquidateur de la dite société.

Les réclamations devront être produites dans les trente jours.

CHS. J. BAILLARGEON,  
Notaire.

126 rue Saint-Pierre, Québec.

4631

*Cour Supérieure.*

Canada,

Province de Québec,  
District des Trois-Rivières.

Louis Adélarde Filion, boulanger, de Sainte-Anne de la Pérade, conté de Champlain a, le 27ème jour de juillet 1915, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Trois-Rivières, conformément à la loi.

BEDARD & BELANGER,  
Gardiens provisoires.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre,  
Québec, 27 juillet 1915.

4633

*Cour Supérieure.*

Canada,

Province de Québec,  
District de Québec.

No 2927.

*Re* Alma R. Blouin, marchande et modiste de chapeaux, 14½ rue Eden, Lévis,  
Insolvable.

Avis est par le présent donné que la dite insolvable a, le 3ième jour d'août 1915, fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure à Québec suivant la loi.

LARUE, TRUDEL & PICHER,  
Gardiens provisoires.

Bureaux: Edifice Dominion,  
126 rue Saint-Pierre, Québec.

4637

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 330.

Dans l'affaire de Joseph Napoléon Ludger Lacoste, marchand de tabac gros et détail, No 566 Sainte-Catherine-Est; et J. O. Henri Roy, agent, créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait ce jour un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, à Montréal.

J. O. HENRI ROY,  
Gardien provisoire.  
ELIAS RIVET,  
Comptable et liquidateur.

Montréal, 29 juillet 1915.

4649

*In re* Raphael Racicot, contracteur, Fassett, P. Q.  
Avis est par le présent donné que le dit Raphael Racicot a fait ce jour, cession de ces biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent m'être transmises aussitôt que possible.

J. E. COUTURE,  
Hull, 29 juillet 1915.

4653

Province of Quebec,  
District of Quebec.

*In re* dissolution of partnership of the late Jean Alp. Tourangeau and Simeon Harpe, doing business under the name of "Harpe & Compagnie".

Notice is hereby given that on the 8th of July, 1915, by judgment of the Superior Court, district of Quebec, the undersigned was named liquidator of the said partnership.

Claims should be filed within thirty days.

CHS. J. BAILLARGEON,  
Notary.

126 Saint Peter street, Quebec.

4632

*Superior Court.*

Canada,

Province of Quebec,  
District of Three Rivers.

Louis Adélarde Filion, baker, of Sainte Anne la Pérade, county of Champlain, has on the 27th day of July, 1915, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the Superior Court for the district of Three Rivers, according to law.

BEDARD & BELANGER,  
Provisional guardians.

Office: 101 Saint Peter street,  
Quebec, 27th July, 1915.

4634

*Superior Court.*

Canada,

Province of Quebec,  
District of Quebec.

No. 2927.

*Re* Alma R. Blouin, merchant & milliner, 14½ Edén street Lévis,  
Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, on 3rd August, 1915, made a judicial assignment of her assets for the benefit of her creditors at the office of the prothonotary of the Superior Court at Quebec according to law.

LARUE, TRUDEL & PICHER,  
Provisional guardians.

Offices: Dominion Building,  
126, Saint Peter street.  
Quebec, 4th August, 1915.

4638

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal,  
No. 330.

In the matter of Joseph Napoléon Ludger Lacoste, wholesale and retail tobacco merchant, No. 556 Sainte Catherine East; and J. O. Henri Roy, agent, creditor-petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary, of the Superior Court, at Montreal.

J. O. HENRI ROY,  
Provisional Guardian.  
ELIAS RIVET,  
Accountant and Liquidator.

Montréal, 29th July, 1915.

4650

*In re* Raphael Racicot, contractor, Fassett, P. Q.  
Notice is hereby given that said Raphael Racicot has made, to day, abandonment of property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me as soon as possible.

J. E. COUTURE,  
Hull, 29th July. 1915.

4654

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Québec.

No 2319.

Re Fannie Serchuk, faisant affaire sous la raison sociale de "Ls. Lazarovietz & Cie", marchande de Québec, Insolvable.

Avis es par les présentes donné que le 4ième jour d'août 1915, nous avons été nommés curateurs et MM. J. L. A. Racine, de la maison Alp. Racine Ltée de Montréal, O. Feiezerwicz de Québec Waist & Clothing Mfg. Co., de Québec inspecteurs.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite insolvable sont requises de les produire dûment attestées sous serment dans les trente jours de cette date.

LARUE, TRUDEL & PICHER,  
Curateurs.

Bureaux: "Edifice Dominion",  
126 rue Saint-Pierre.  
Québec, 4 août 1915.

4639

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.

In re "The Paragon Trousers Co.", Montréal, Faillie.

Avis est par les présentes donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire lequel sera sujet à contestation jusqu'au 24 août 1915, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau de Michaud & DesRosiers, 55 rue Saint-François-Xavier, Montréal.

HENRI DESROSIERS,  
ERNEST N. RICHEY,  
Curateurs-conjoints.

Montréal, 7 août 1915.

4647

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.

In re John Vasilounis, Failli; et Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné que j'ai été ce jour, par ordre de cette Cour, nommé curateur aux biens du sus-dit.

Les réclamations assermentées devront être produites à mon bureau dans les 30 jours de cette date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.

Montréal, 3 août 1915.

4651

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.

In re J. Rosen, 865 Boulevard Saint-Laurent, Montréal, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 21 août 1915, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau 83 rue Craig Oucst, Montréal.

VINCENT LAMARRE,  
Curateur.

Bureaux: 820 Edifice "Power",  
Montréal, 4 août 1915.

4655

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Quebec.

No. 2319.

Re Fannie Serchuk doing business under the firm name of "Ls. Lazarovietz & Co.", merchant of Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that on 4th August, 1915, we have been appointed curators in above matter and Messrs. L. J. A. Racine of Alp. Racine Ltd, Montreal, O. Feiezerwicz of Quebec Waist Clothing Mfg. Co., Quebec, inspectors.

All parties having claims against the said insolvent are requested to file same duly attested under oath within thirty days from this date.

LARUE, TRUDEL & PICHER,  
Curators.

Offices: "Dominion Building",  
126 Saint Peter street.  
Quebec, 4th August, 1915.

4640

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.

In re The Paragon Trousers Co., Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objection until 24th August, 1915, after which date dividends will be payable at the office of Michaud & DesRosiers, 55 Saint-François-Xavier street, Montreal.

HENRI DESROSIERS,  
ERNEST N. RICHEY,  
Joint-Curator.

Montreal, 7th August, 1915.

4648

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.

In re John Vasilounis, Insolvent; and Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that I was, this day, by an order of the court, appointed curator to the estate of the aforesaid insolvent.

Sworn claims must be filed at my office, within 30 days from this date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curator.

No. 60 Notre Dame street east, Montreal.

Montreal, 3rd August, 1915.

4652

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.

In re J. Rosen, 865 Saint Lawrence Blvd., Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 21st August, 1915, after which date this dividend will be payable at my office, 83 Craig Street, West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,  
Curator.

Office: 820 "Power" Bldg.

Montreal, 4th August, 1915.

4656

## En Liquidation

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS  
*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Québec.  
No 1539.

Dans l'affaire de "Saint Romuald Hardwood Flooring Co. Ltd", Saint Romuald,  
En Liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé entre les mains des liquidateurs soussignés, à leur bureau, 101 rue Saint Pierre, Québec, un certain acte de vente passé devant J. G. Couture, notaire public, le 4ème jour d'AOUT 1915 et portant le numéro 12781 des minutes dudit notaire, de Bedard & Bélanger, liquidateurs de "Saint Romuald Hardwood Flooring Co. Ltd" en liquidation, à Raoul R. Bergevin, de Québec, marchand, dans lequel acte de vente l'immeuble vendu est plus particulièrement décrit comme suit, savoir:

Un lot de terre situé à Saint Romuald d'Etchemin, comté de Lévis, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent cinq (105) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint Romuald,—avec la manufacture, chaufferie et autres bâtisses dessus construites et aussi avec engin bouilloires, planeur, banc de scie, arbre de couche, poulies, courroies, etc.

Prenez aussi avis que le certificat du Régistrateur touchant ledit immeuble a aussi été déposé entre les mains des liquidateurs soussignés, à leur bureau.

Le dit immeuble a été détenu comme suit durant les trois dernières années.

"The Automatic Wood Box & Turning Co., Ltd", du 7 août 1911 au 24 octobre 1912.

Lyster Wood Box Turning Enamelling Co., Ltd", du 24 Octobre 1912 au 29 avril 1913.

Oscar A. Gravel, du 29 avril 1913 au 5 juin 1913.

Le dit immeuble a été la propriété de la compagnie en liquidation depuis le 5 juin 1913.

Les dits acte de vente et certificat du régistrateur ont été ainsi déposés en vertu et conformément aux prescriptions des articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et cet avis est donné conformément aux dits articles et afin de donner à la dite vente l'effet d'une vente par le shérif.

BEDARD & BELANGER,  
Liquidateurs.  
Québec, ce 5ème jour d'août, 1915.  
4635—32-4

## ERRATUM

A la page 1825, de la *Gazette* du 24 juillet 1915, dans l'arrêté en conseil No 788, lire: "Pohénégamook", au lieu de: "Ponéhagamook".

4661

## In Liquidation

UNDER THE WINDING UP-ACT  
*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Quebec.  
No. 1539.

In the matter of "Saint Romuald Hardwood Flooring Co. Ltd", Saint Romuald.  
In Liquidation.

Notice is hereby given that there has been deposited with the undersigned liquidators, at their office, 101 Saint Peter street, Quebec, a certain deed of sale passed before J. G. Couture, notary public, on the 14th day of AUGUST 1915 and bearing the number 12781 of the minutes of said notary, from Bedard & Belanger, liquidators of "Saint Romuald Hardwood Flooring Co. Ltd.", in liquidation, to Raoul R. Bergevin, of Quebec, merchant, in which deed of sale the property conveyed is more particularly described as follows, to wit

A lot of land situated at Saint Romuald d'Etchemin, county of Levis, known and designated as forming part of lot number hundred and five (105) of the official cadastre for the parish of Saint Romuald—with the Factory, dry kiln and other buildings thereon constructed and also the engine boiler, planer, bench saw, shafts, pulleys, belts, etc.

And further take notice that the registrar's certificate against said property has also been deposited with the undersigned liquidators at their office.

The said property was owned and possessed for the past three years as follows:

The Automatic Wood Box & Turning Co. Ltd., from August 7th, 1911 to October 24th, 1912.

Lyster Wood Box Turning Enamelling Co. Ltd., from 24th October, 1913 to 24th April 1913.

Oscar A. Gravel, from 29th April, 1913 to 5th June, 1913.

Since the 5th June 1913, the said property was owned and possessed by the company in liquidation.

The said deed of sale and registrar's certificate have been so deposited under and pursuant to the provisions of articles 7552 and following of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of said articles and for the purpose of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

BEDARD & BELANGER,  
Liquidators.  
Quebec, this 5th day of August 1915.  
4636—32-4

## ERRATUM

On page 1825, of the *Gazette*, of the 24th July, 1915, in the order in council, No. 788, read "Pohénégamook", instead of "Ponéhagamook".

4662

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL  
OFFICIELLE GAZETTE

**C**eux qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

**3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.**

Les prix sont:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertion subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

*Gazette Officielle*, par exemp., 21c.

Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

**AUCUNE ANNONCE N'EST INSERÉE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.**

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

E. E. CINQ-MARS,  
Imprimeur du Roi.

Hôtel du Gouvernement.  
Québec, 4 avril 1914.

3905

**Index de la Gazette Officielle  
de Québec, No 32.**

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS  
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Belanger vs Côte.....	1922
" Bellemare vs Michaud.....	1922
" Bouthillette vs Millette.....	1945
" Chauret vs Chartrand.....	1922
" Daub vs Brabander.....	1921
" Fink vs Clark.....	1923
" Fournier vs Lemelin.....	1921

ANNONCEURS, avis aux, 1950.

ARRÊTÉS EN CONSEIL:—Concernant l'annexion pour fins loi électorale, territoires, Rimouski, Labelle et Lotbinière, 1945.

ASSOCIATIONS, ASSURANCES OU SOCIÉTÉS:—La Cie d'Assurance La Protection, 1920; La Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la

**P**ARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

**3. INVARIABLELY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.**

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

*Official Gazette*, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

**NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.**

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E. E. CINQ-MARS,  
King's Printer.

Government House.

Quebec, 4th April, 1914.

3906

**Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 32.**

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS  
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Lacasse vs Fortin.....	1922
" Lemieux vs Pépin.....	1922
" Ménard vs Queen.....	1923
" Rosenthal vs Schachter.....	1946
" Shapiro vs Maron.....	1922
" Tessier vs Davidson.....	1921

ADVERTISERS, notice to, 1950.

ORDERS IN COUNCIL:—Annexation for the purposes of the Quebec Election Act of certain territories to electoral districts of Rimouski, Labelle and Lotbinière, 1945.

ASSOCIATIONS, INSURANCES OR SOCIETIES:—La Cie d'Assurance La Protection, 1920; The Mutual Fire Assurance Company of the

paroisse de Saint-Jean, 1920; La Cie d'Assurance Mutuelle de la paroisse de Saint-Antoine de Padoue, 1920; Sainte Ann's Land Company, 1926.

parish of Saint John, 1920; La Cie d'Assurance Mutuelle de la paroisse de Saint-Antoine de Padoue, 1920; Sainte Ann's Land Company, 1926.

RRRATA: Page 1878, 31 juillet 1915, Nos 4299-4300, 1926; Page 1785, 17 juillet No 4217-4218, 1926; Page 1905, 31 juillet 1915, No 4539-4530, 1926; Page 1825, 24 juillet 1915, 1949.

RRRATA: Page 1878, 31st July, 1915, No. 4299-4300, 1926; Page 1785, 17th July, 1915, No. 4217-4218, 1926; Page 1905, 31st July, 1915, No. 4539-4540, 1926; Page 1825, 24th July, 1915, 1949.

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Archambault..... 1924  
Auclair..... 1925  
Béland..... 1924  
Bleau..... 1925  
Blouin..... 1947  
Bonenfant..... 1924  
Filion..... 1947  
Harpe & Compagnie..... 1947  
Kilbride..... 1926  
Lacoste..... 1946  
Lalande..... 1925

LeMarquard..... 1946  
Maheu & Fils..... 1923  
McKnight..... 1924  
Pigeon..... 1923  
Racicot..... 1947  
Reid..... 1925  
Rosen..... 1948  
Serchuk..... 1948  
The Paragon Trouser & Co..... 1948  
Tremblay..... 1923  
Vasilounis..... 1948

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Alberta Crude Oil, Limited..... 1917  
Chronicle Press Company Incorporated..... 1944  
North Eastern Novelty Company, Limited. 1914  
North End Coal Coy, Ltd..... 1915

The H. and W. Importing Company..... 1918  
The Quebec Home Builders Ltd..... 1916  
The Singer's Fit Rite Shoe Company, Ltd. 1943

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:—Nédelec, 1946; De Ouiatchouan, paroisse de Roberval, 1921; De Saint-Gerard-de-Magella, 1921.

SCHOOL MUNICIPALITIES:—Nédelec, 1945; Of Ouiatchouan, parish of Roberval, 1921; Of Saint Gérard-de-Magella, 1921.

PROCLAMATIONS:—Prorogation des Chambres, 1913; Loi de Temperance du Canada, comte de Brôme, 1911.

PROCLAMATIONS:—Parliament prorogued, 1913; The Canda Temperance Act County of Brôme, 1911.

RATIFICATION:—La Cie Paquet Ltée à J. H. Giganc Ltée, 1928; La Cité de Lachine vs Dme Paré, 1927.

RATIFICATION:—La Cie Paquet Ltée à J. H. Giganc Ltée, 1928; La Cité de Lachine vs Dme Paré, 1927.

VENTES DE FAILLITE:—Blouin, Enrg., 1933; Côté & Frère, 1931; Masson, 1932; Saint Romuald Hardwood Flooring Co. Ltd, 1949.

INSOLVENT SALES:—Blouin, Enrg., 1933; Côté & Frère, 1931; Masson, 1932; Saint Romuald Hardwood Flooring Co. Ltd, 1949.

VENTE PAR LICITATION:—Fiset vs Fiset *et al et esql.*, 1926.

SALE BY LICITATION:—Fiset vs Fiset *et al et esql.*, 1926.

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES:—Corporation de la Ville de Montréal-Sud, 1931; La Cité de Sorel, 1930.

SALES FOR MUNICIPAL TAXES:—Corporation of the town of Montreal-South, 1931; City of Sorel, 1930.

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

SHERIFF'S SALES:

ARTHABASKA:—Bélanger vs Larivière, 1934; Jalbert vs Abercrombie, 1935.

ARTHABASKA:—Bélanger vs Larivière, 1934; Jalbert vs Abercrombie, 1935.

GASPE:—Myles vs Myles, 1935.

GASPE:—Myles vs Myles, 1935.

KAMOURASKA:—Quebec Glove Leather Mfg vs vs Côté, 1936.

KAMOURASKA:—Quebec Glove Leather Mfg vs vs Côté, 1936.

MONTREAL:—Bremmer Limited vs Samson *et al*, 1900; Bélanger vs Leveillé *et al*, 1937; Dorval vs Pagenlo, 1938; Dme Falardeau vs Héritiers Cirkel, 1940; Hyde & Son vs Godin, 1936; Hyde & Son Ltd vs Godin, 1939; Jodoin vs Dme Amyot, 1937; Lachance vs Paquette, 1941; Lake vs Adler, 1938; La Banque d'Hochelega vs Kaufman *et al*, 1937; Mercille vs Cheney, 1941; Municipalité de la ville de Sainte-Anne de Bellevue vs Dme Baylis, 1938; Municipalité de la ville de Sainte-Anne de Bellevue vs Succession

MONTREAL:—Bremmer Limited vs Samson *et al*, 1900; Bélanger vs Leveillé *et al*, 1937; Dorval vs Pagenlo, 1938; Dme Falardeau vs Heirs Cirkel, 1940; Hyde & Son vs Godin, 1936; Hyde & Son Ltd vs Godin, 1939; Jodoin vs Dme Amyot, 1937; Lachance vs Paquette, 1941; Lake vs Adler, 1938; La Banque d'Hochelega vs Kaufman *et al*, 1937; Mercille vs Cheney, 1941; Municipality of the town of Sainte Anne de Bellevue vs Dme Baylis, 1938; Municipality of the town of Sainte Anne de Bellevue vs Estate

Succession Perreault, 1939; Municipalité de la Ville de Sainte-Anne de Bellevue vs Cousineau, 1939; The Trust & Loan Company of Canada vs Benoit, 1941.

TROIS-RIVIÈRES:—Gauvin vs Beaudet, 1942; Dme Lemay vs Ringuette, 1942.

Perreault, 1939; Municipality of the town of Sainte Anne de Bellevue vs Cousineau, 1939; The Trust & Loan Company of Canada vs Benoit, 1941.

THREE RIVERS:—Gauvin vs Beaudet, 1942; Dme Lemay vs Ringuette, 1942.

13 A00 1915